

indigènes, mais aussi leurs alliances possibles. Ces alliances sont surtout le fait de femmes indigènes, qui, à travers leurs mobilisations, tentent d'articuler des revendications féministes avec des revendications antiracistes et anticoloniales (chapitre 13). L'étude de Stéphanie Guyon apporte un complément en montrant que ces alliances peuvent se construire au sein du couple, à travers la mixité conjugale, et servir alors de ressource militante pour les femmes. Celles-ci s'appuient en effet sur le capital culturel de leur conjoint – supérieur au leur – pour s'engager dans une activité politique (chapitre 12).

Cette dernière partie du livre, donnant à voir comment les femmes font face aux contradictions de genre, de race et de classe qui fondent leurs pratiques de transformation sociale et traversent les mouvements dans lesquels elles s'investissent, met ainsi en perspective les apports d'une approche qui place l'agencement des rapports de pouvoir et leur intersection au cœur de sa compréhension des mobilisations collectives. L'analyse des divisions de sexe dans le militantisme implique donc de prendre en compte d'autres divisions – qu'elles soient sociales, coloniales ou raciales – et de considérer qu'elles sont structurées par les rapports de genre.

Chapitre 1 / TRAVAIL MILITANT, ACTION COLLECTIVE ET RAPPORTS DE GENRE¹

Olivier Fillieule

« La division par sexes est une division fondamentale qui a grevé de son poids toutes les sociétés à un degré que nous ne soupçonnons pas. Notre sociologie, sur ce point, est très inférieure à ce qu'elle devrait être. On peut dire à nos étudiants, surtout à ceux et celles qui pourraient faire un jour des observations sur le terrain, que nous n'avons fait que la sociologie des hommes et non pas la sociologie des femmes, ou des deux sexes »

Mauss, 1931 [1969, p. 15], cité dans Guionnet et Neveu [2004, p. 9].

« Seule la magie, ou l'idéologie, éclairent le monde dans son entier, le rendent ordonné, lisible et transparent. La science soulève des questions là où les autres avaient des réponses, et la lumière vive qu'elle projette sur un petit aspect du monde plonge le reste dans l'obscurité. Ce paradoxe n'est pas du goût de tout le monde, mais c'est le prix à payer pour une connaissance qui ne soit pas une croyance »

[Delphy, 2001, p. 46].

Introduction

Les sciences sociales sont longtemps restées aveugles aux « différences » entre hommes et femmes et, *a fortiori*, à la dimension du genre. Le champ des recherches sur l'action collective et le militantisme n'y fait pas exception [West et Blumberg, 1990]. Peut-on avancer que les choses ont changé désormais ? Très clairement oui, si l'on considère que depuis quelques années les outils des études genre sont de plus en plus utilisés en sciences sociales [Kimmel, 2004 ; Guionnet et Neveu, 2004 ; Bereni *et al.*, 2008] et en sociologie des mouvements protestataires². Moins certainement si l'on mesure le chemin qui reste à

1. Ce chapitre doit beaucoup aux relectures et indications de Mounia Benmani-Chraïbi, Christine Delphy, Philippe Gottraux, Johanna Siméant, Isabelle Sommier, Bernard Voutat et surtout Patricia Roux qui, en cinq ans de complicité, aura été une guide précieuse dans la découverte des analyses du genre. Qu'ils et elles en soient ici très chaleureusement remercié(s).

2. Pour une revue des apports de la littérature dans le monde anglo-saxon,

parcourir pour que l'analyse des rapports de genre s'impose aussi naturellement au regard sociologique que, par exemple, les rapports de classe.

L'essor récent des perspectives de genre s'est construit à partir d'un ensemble important de travaux produits par la littérature féministe, laquelle s'est dans un premier temps focalisée sur la mise en visibilité des luttes de femmes et des femmes dans les luttes, adoptant, de part et d'autre de l'Atlantique, une approche plutôt descriptive et historique³. Indispensables pour faire admettre les mouvements féministes au rang de mouvement social légitime, ces recherches ont en même temps contribué, par leur seule focalisation sur les femmes, à les essentialiser [Hess et Marx Ferree, 1987]. Dans les années 1980, cependant, les choses commencent à changer. Dans sa revue de la littérature, Xavier Dunezat souligne une même double évolution des travaux des deux côtés de l'Atlantique. « D'une part, l'objet scientifique se déplace d'une problématique "place des femmes" vers une problématique "mouvements sociaux sexués" (France) ou *gendered social movements* (États-Unis). D'autre part, les recherches commencent par rendre visibles l'action collective des femmes (mouvement des femmes ou Women's Lib Movement) et/ou l'action collective de femmes dans la sphère productive (grèves de femmes), ce qui provoque un déplacement du regard vers la place des femmes dans les grèves mixtes (en France surtout), dans les mouvements sociaux théorisés comme tels dans la sociologie dominante (aux États-Unis surtout) » [Dunezat, 2004, chapitre 3].

En France – prégnance du marxisme et centralité du mouvement ouvrier oblige – c'est de la sociologie du travail que viennent les premiers travaux visant à penser les rapports de genre dans l'action syndicale. Hormis les recherches pionnières menées dès la fin des années 1960 [Guilbert, 1966], ce sont les travaux de Margaret Maruani qui

dirigés par Verta Taylor et Nancy Whittier [1998 et 1999] et pour une comparaison avec la littérature en français, Dunezat [2006]. Pour la littérature dans et sur les pays du Sud, on peut se référer en guise d'introduction à Mohanty [1991] et Ray et Korteweg [1999]. C'est d'abord en Inde, à partir des subaltern studies [Pouchepadass, 2000], puis des études postcoloniales [Mohanty, 2003; Haase-Dubosc et Lal, 2006 pour une revue] que se sont développés ces travaux, mais aussi en Amérique latine. Leur contribution est essentielle à la réflexion sur l'intersectionnalité des rapports de domination, comme on l'a signalé dans l'avant-propos.

3. Aux États-Unis, voir par exemple Evans [1979]; Cantarow et Bushee O'Malley [1980]; Randall [1982]; Walker [1982]; Jaquette [1989]. Pour la France, voir le compte rendu par Michelle Perrot du développement des

entendent à la fois redonner leur place aux femmes et proposer un questionnement en termes de processus genré, à partir de l'étude comparée de grèves de femmes et de grèves mixtes, notamment les Lip [Maruani, 1979]. De son côté, Danièle Kergoat introduit les notions de « rapports sociaux de sexe » et de « mouvements sociaux sexués », lesquelles autorisent, à partir de l'analyse du travail ménager comme fondement de l'exploitation patriarcale⁴, à dépasser la notion de rôles de sexe et à mettre au jour les relations de domination à l'œuvre au sein des mouvements [Kergoat *et al.*, 1992]. Plus précisément, la notion de « mouvement social sexué », avancée dans une recherche collective sur les coordinations d'infirmières, permet de « traduire le refus de raisonner en termes de : c'est un mouvement social de femmes au profit de : comme tout mouvement social, [le mouvement des infirmières] est sexué ». Autrement dit, « il ne s'agit pas de "rajouter" les femmes comme un plus qui viendrait colorer le mouvement social, l'analyse de celui-ci restant en dehors de toute prise en compte des rapports sociaux de sexe. [...] Mais cela signifie que les rapports sociaux de sexe imprègnent en profondeur tous les mouvements sociaux, et que cette considération doit toujours être présente quand on les analyse » [Kergoat *et al.*, 1992, p. 122]. Plusieurs recherches s'inscriront par la suite dans la même perspective, avec entre autres le travail de Josette Trat sur les assistantes sociales [Trat 1994 et 2002]⁵, la thèse de Xavier Dunezat sur le mouvement des chômeurs de 1997 [Dunezat, 2004 et dans ce volume] ou d'Elsa Galerand sur la Marche mondiale des femmes [Galerand, 2006, 2007 et dans ce volume].

Aux États-Unis, ce sont les travaux consacrés aux mouvements de femmes qui les premiers introduisent une perspective de genre dans une littérature alors dominée par le paradigme de la mobilisation des ressources, et donc par une vision de l'acteur rationnel qui fait peu de place aux agents en lutte, à leurs identités multiples et aux positions différenciées qu'ils occupent dans l'espace social comme dans les entreprises de mouvement social⁶. L'érosion progressive de ce paradigme,

4. En France, c'est Christine Delphy qui, la première, analyse en 1970 la gratuité du travail ménager fourni par les femmes comme base économique d'un mode de production spécifique, le « mode de production domestique » [Delphy, 1998].

5. Voir également en 1997 le numéro des Cahiers du Gedisst sur le mouvement de 1995 en France, coordonné par Jacqueline Heinen et Josette Trat.

6. Faute de place, nous ne pourrions ici détailler le contenu théorique des paradigmes successifs de la sociologie des mobilisations. Pour qui voudrait

sous les coups conjugués des approches constructivistes et culturalistes [Goodwin et Jasper, 2003], a rendu possible l'émergence de travaux, aux premiers rangs desquels ceux des chercheuses féministes⁷, qui ont montré que la dimension du genre est un des analyseurs fondamentaux de la sociologie de la protestation [Fantasia, 1988 ; Gamson, 1997 ; McAdam, 1992 ; Neuhauser, 1995 ; Einwohner *et al.*, 2000]. Il en découle aujourd'hui, dans un contexte étatsunien de forte légitimité des *gender studies*, concurrencées en même temps qu'épaulées par les *gay, lesbian and transgender studies*, que l'on s'accorde, même si l'on n'en tire pas forcément toutes les conséquences, sur le fait que les « différences de genre sont cruciales pour comprendre pourquoi et comment les hommes et les femmes s'organisent et participent [...]. La construction sociale du genre rend compte des relations sociales entre hommes et femmes, lesquelles sont dialectiques et varient en fonction de la classe, de la race, de la culture, de l'âge et de la religion » [Rodriguez, 1994, p. 35].

Des deux côtés de l'Atlantique, l'évolution de la littérature se rapproche encore par le recours désormais plus appuyé aux méthodes qualitatives de recueil des données et partant par l'attention prêtée à l'irréductible hétérogénéité des positions, des intérêts et des points de vue au sein des groupes protestataires. D'où l'abandon progressif des oppositions simplistes, mais pourtant centrales dans la littérature des années 1980, entre par exemple « politique expressive et instrumentale, activisme identitaire et stratégique, changement culturel et structurel, action émotionnelle et rationnelle » [Taylor et Whittier, 1995, p. 168]. En revanche, force est de constater que si, en France, l'articulation entre rapports sociaux de genre et rapports sociaux de classe est plus prégnante qu'aux États-Unis, les recherches anglo-saxonnes sont, de leur côté, nettement plus riches sur le lien entre genre et race, d'une part [McNair Barnett, 1993 ; Robnett, 1996, 1997 ; Irons, 1998 ; Stewart Brush, 1999 ; *Black Feminism*, 2008], et genre et sexualité d'autre part⁸, ce qui a déjà été souligné rapidement dans l'avant-propos de ce livre.

à Fillieule et Péchu [1993], disponible sur <http://www.people.unil.ch/> et à Fillieule, Mathieu et Péchu [à paraître].

7. Parmi ceux-ci, et sans prétendre aucunement à l'exhaustivité, voir notamment [Blee, 1991, 1996, 1998 ; Taylor et Whittier, 1998, 1999 ; Naples, 1998 ; Marx Ferree et Yancey Martin, 1995 ; Raka, 1999 ; Beckwith, 1996 ; Staggenborg, 1998].

8. Notamment grâce aux travaux consacrés aux mouvements LGBT dont le développement en France, à quelques rares exceptions près, demeure embryon-

Il faudrait ici analyser et exposer les déterminants du développement croissant en sociologie de l'action collective et du militantisme des perspectives de genre, en tenant compte d'abord de la visibilité et de l'importance croissante des luttes de femmes comme des femmes dans les luttes, sous l'effet de transformations macrosociales lourdes comme de la renaissance des mouvements LGBT et féministes⁹. Mais aussi, dans le champ des sciences sociales, des logiques de concurrence et de distinction, qui poussent à toujours déplacer le centre de gravité des objets canoniques. C'est ainsi, par exemple, que la virulente critique portée par James Jasper et Charles Goodwin contre les tenants du champ de la sociologie des mouvements sociaux mobilise stratégiquement une argumentation genrée [Goodwin et Jasper, 2003]. Aussi bien, il faudrait souligner comment, dans le champ académique, la généralisation de la problématique « genre » passe bien souvent par la délivrance de brevets de légitimité par les acteurs dominants de ce champ, généralement des hommes. De ce point de vue, l'article de Doug McAdam sur la dimension genrée du *Freedom summer* paru en 1992 [McAdam, 1992] a sans doute eu cet effet, de même que la publication par Pierre Bourdieu de *La Domination masculine* [Bourdieu, 1998], dont Ilana Löwy souligne à juste titre qu'elle aura eu un « effet salutaire » [Löwy, 1999, p. 10] pour la reconnaissance des problématiques « genre », en même temps qu'elle met crûment en lumière le sexisme du champ universitaire et la nécessité de le penser en termes de rapports sociaux de sexe¹⁰.

Toutefois, l'objet de cette contribution n'est pas de produire une revue critique de la littérature. Il s'agit plutôt, en partant de lectures forcément partielles, d'explorer quelques pistes de réflexion sur la fertilité d'une perspective de genre pour penser à nouveaux frais certaines questions canoniques de la sociologie des mouvements sociaux. En partant des

naire. Voir par exemple [Fillieule et Duyvendak, 1999 ; Welzer-Lang et al., 2000 ; Tamagne, 2000 ; Broqua, 2005 ; Le Talec, 2008].

9. Ce qui ouvre aussi un champ de réflexion possible sur les effets en retour des luttes sur les orientations de la science, et le rapport entre sujets connaissances et sujets de la connaissance. Sur ce point, voir Guillaumin [1981] et Gausson [2005].

10. À ce sujet, les critiques n'ont pas manqué, renforcées par l'étonnante capacité de Pierre Bourdieu à « oublier » tout ce que la recherche féministe avait produit. Voir, par exemple, les comptes rendus de Mathieu et de Louis dans *Les Temps modernes* [1999] et par Thébaud et Löwy dans *Mouvements* [1999]. Plus généralement, sur la domination masculine dans le champ des sciences sociales, outre le texte classique de Guillaumin [1978], on consultera Devreux [1995].

éléments énoncés dans l'avant-propos à ce livre, à savoir que le genre est une catégorie analytique (et non une simple variable) qui invite à transcender la séparation homme/femme, à penser ensemble hiérarchie et hétéronormativité des rapports de genre de même que les interrelations entre genre, système de race, ethnicité, classe, culture et sexualité, nous voudrions aborder quatre aspects de la protestation collective.

Les rapports de genre sont d'abord au cœur de l'émergence des luttes, du recrutement militant et de la mobilisation pour l'action. Ce qui nous conduira à revenir sur les notions de frustration, d'opportunités politiques et de « cadre dominant » et sur le constat selon lequel il existe des déterminants sociaux genrés à l'engagement dans telle ou telle cause, dans telle ou telle activité militante. Il est possible ensuite d'analyser les organisations de mouvement social, quel que soit leur degré de structuration et d'institutionnalisation, comme des processus dans lesquels l'action du genre est masquée sous une idéologie de la neutralité¹¹. Ce qui est particulièrement manifeste dès lors que l'on s'interroge, dans cette perspective, sur le *leadership* et les formes variées qu'il peut prendre au sein des collectifs. On s'arrêtera alors sur la question de la division du travail militant à partir d'un questionnement sur l'appropriation collective du travail des militantes et sur le caractère genré de la reconnaissance de qualification, en même temps que sur les économies genrées des coûts et rétributions de l'engagement et l'existence plus généralement de rapports genrés au militantisme. Nous terminerons par une discussion du caractère genré du « façonnage organisationnel » dans les groupes militants [Siméant et Sawicki, 2005], en abordant d'une part la question de la sélection des personnes et d'autre part celle de l'éventuelle contribution de l'expérience militante à une rupture du cercle de l'évidence au cœur de l'arbitraire des rapports de genre.

Chemin faisant, nous verrons comment les justifications et la perception des modes d'action tout comme les identités stratégiques sont aussi redevables d'inscriptions sociales genrées.

Il importe encore de préciser que dans ce qui va suivre, les notions de mouvement social et de militantisme répondent à une acception élargie. C'est en effet l'un des premiers effets d'une approche en termes de genre que de préalablement redéfinir les frontières du militantisme et donc des entreprises de mouvement social par le rejet des découpages usuels entre privé et public, politique et domestique, résistance

11. Empruntant en cela à un article séminal de Jean Acker [1992]

et action politique. On le sait, la définition classique du champ politique est androcentrée et la prééminence qui y est donnée à l'État et aux élites, si elle correspond bien entendu largement à la réalité matérielle des inégalités de pouvoir, contribue en même temps à trop vite exclure d'autres domaines de la vie sociale comme la communauté, la famille, les réseaux de parenté, etc., lesquels sont généralement assignés et donc principalement investis par les femmes. Ces espaces, tout à la fois « concrets » et sociaux, sont souvent moins structurés et moins visibles mais tout aussi importants pour l'émergence et le développement des luttes. L'enjeu d'une approche en termes de genre, c'est aussi de considérer des mouvements et des formes d'action qui sont généralement laissés de côté, qu'il s'agisse des mobilisations autour de la lutte contre le cancer, des brasseries domestiques de bière dans l'Afrique du Sud de l'Apartheid [Walker, 1982], des *arpilleras* chiliennes [Moya-Raggio, 1984] ou des associations de couture¹².

La conception défendue ici n'est au fond pas éloignée des réflexions suscitées par la littérature sur les formes quotidiennes de résistance à l'autorité¹³ qui, sans nier le fait que toutes les formes de résistances ne se valent pas ni que le champ politique demeure largement ésotérique et exclusif, reconnaît tout de même à l'action propre des dominé(e)s une valeur intrinsèque en même temps que de possibles effets transformateurs.

Émergence des mouvements, mobilisation pour l'action et recrutement militant

À partir du milieu des années 1970, en réaction aux modèles psychologiques d'explication des mouvements sociaux, en termes d'aliénation ou de « frustration relative », les sociologues dits de la « mobilisation des ressources » ont imposé une vision rationnelle de l'action collective, centrée sur les ressources entrepreneuriales et organisationnelles. Ce faisant, ils ont écarté les conditions sociales affectant la forme, l'ampleur et donc les conséquences de l'action protestataire. L'entreprise d'imposition d'un nouveau paradigme passa donc à la fois par le rejet de toute

12. Gluck [1995] sur les communautés de couture palestiniennes et Hamidi [2002], qui dans sa thèse étudie notamment un club de couture, pour une interrogation plus générale, à partir des débats suscités par les travaux de Nina Eliasoph, sur la définition des frontières du politique.

13. Pour une revue de ces travaux dans le champ des mobilisations collec-

approche microsociale et psychologique et par la minimisation des facteurs environnementaux ¹⁴.

Une approche par le genre des contextes et des opportunités

Pourtant, avec le temps, le poids déterminant des ressources organisationnelles dans l'émergence des mouvements a été progressivement relativisé et les facteurs structureaux réintroduits, donnant ainsi naissance au modèle dit du « processus politique ». Doug McAdam tout particulièrement, à partir d'une interrogation sur le tempo du mouvement en faveur des droits civiques aux États-Unis, estime que la seule disposition de ressources ne suffit pas à expliquer l'émergence de la mobilisation. D'où l'idée que « le potentiel d'insurrection des groupes exclus découle du "pouvoir structurel" que leur offre leur position politico-économique » [McAdam, 1999, p. 37], position pouvant évoluer aussi bien en fonction de transformations macrostructurelles que des interactions entre les contestataires et leur environnement. Le modèle qu'il propose fait dépendre « l'expansion des opportunités politiques », aussi bien que « la force des organisations indigènes », du changement socio-économique. Ces deux derniers éléments à leur tour peuvent produire une prise de conscience des acteurs (*cognitive liberation*) et déboucher *in fine* sur l'émergence d'un mouvement social.

La notion de « structure des opportunités politiques » entend désigner ces mécanismes. Elle constitue aujourd'hui la matrice de la plupart des recherches menées en sociologie des mobilisations, malgré la multiplication des critiques, lesquelles soulignent notamment qu'en ne se souciant pas de savoir par quelles « médiations » une multiplicité d'acteurs perçoit les contraintes structurelles, cette notion conduit à négliger la manière complexe, parfois contradictoire, par laquelle les structures et les mobilisations s'influencent mutuellement [Edmondson, 1997 ; Fillieule, 1997 ; Goodwin et Jasper, 1999 ; Mathieu, 2002b ; Fillieule, 2006] ¹⁵. À ces critiques, les perspectives de genre ont apporté une contribution notable.

En tout premier lieu, « les travaux féministes ont poussé à repenser le partage public/privé et le domaine du politique et de l'espace public,

14. Pour une discussion critique de la littérature sur l'émergence des mouvements sociaux, voir Fillieule [à paraître].

15. Pour répondre aux critiques, plusieurs tentatives peu convaincantes d'aménagement ont été proposées. On en trouvera une présentation rapide dans Fillieule et Mathieu, à paraître.

pour inclure notamment au-delà de l'État proprement dit, d'autres sphères institutionnelles comme la médecine, le monde du travail, l'éducation et la religion » [Taylor et Whittier, 1998, p. 14], élargissant en même temps la définition de ce qu'il faut entendre par entreprise de mouvement social et par action protestataire et soulignant la porosité des frontières entre État et société civile. Tout particulièrement, les travaux sur le mouvement féministe étasunien montrent que la focalisation sur les actions de protestation publique les plus visibles peut faire manquer l'essentiel de ce qui constitue un mouvement social. En effet, aux États-Unis le mouvement féministe a connu plusieurs cycles d'activité et de mise en sommeil. Dans les phases de reflux, plutôt que de disparaître, le mouvement s'est replié et concentré sur certaines luttes, comme la défense du droit à l'avortement, les droits des gays et des lesbiennes, la lutte contre le cancer du sein, etc. [Taylor et Whittier, 1995 ; Whittier, 1995 ; Taylor, 1996 ; Klawiter, 1999 ; Jenness et Kendal, 1997 ; Katzenstein, 1998 ; Epstein, 2001 ; Staggenborg et Taylor, 2005].

Cette approche de la *polity* et des rapports entre contestataires et sphères institutionnelles conduit également à relever le poids des hiérarchies de genre dans la structuration des opportunités politiques. Plus précisément, à partir de l'idée selon laquelle les processus de prise de décision publique (*policy process*) dans les sociétés occidentales sont organisés en domaines plus ou moins autonomes ¹⁶, Robert W. Connell montre que selon les arènes dans lesquelles se développent les causes, les mouvements contestataires se heurtent à des combinaisons spécifiques de différenciation et de stratification de genre, qu'il désigne comme des « régimes genrés » [Connell, 1987, p. 120]. Verta Taylor le montre bien dans son analyse de la manière dont le mouvement visant à la reconnaissance de la dépression *post partum* aux États-Unis s'est affronté, dans le domaine de politique publique qu'il visait, à une coalition dominante en situation de quasi-monopole et qui s'appuyait sur des cadres d'interprétation et des paradigmes sexistes bien ancrés [Taylor, 1996].

16. Baumgartner et Jones [1993]. Voir aussi Hilgartner et Bosk [1988], pour lesquels la compétition qui s'ouvre alors pour la redéfinition d'un *policy consensus* se déroule dans des arènes institutionnelles qui sont autant de lieux de traitement (arène administrative et gouvernementale, parlementaire et judiciaire) et de publicisation (scène électorale, presse et arène des conflits sociaux des problèmes publics).

Plus largement, une analyse de genre des contextes politiques et des facteurs déclencheurs des mobilisations permet de poser des questions généralement laissées dans l'ombre. Ainsi, puisque les institutions sociales sont genrées, il est évident que l'économie, le marché du travail ou encore le système politique génèrent des frustrations et des opportunités de mobilisation spécifiques selon les positions de genre occupées par les uns ou les autres. Aussi bien, puisque les mutations sociétales économiques et politiques ont toutes les chances d'être différenciées du point de vue du genre, il faut s'attendre, en fonction des positions occupées, à des variations objectives aussi bien que subjectives dans les ressources disponibles pour l'action mais aussi dans les opportunités, les coûts et les risques de la mobilisation protestataire¹⁷. Si l'on revient au *Montgomery bus boycott* évoqué en introduction à ce livre, on constate que la stratification raciale et genrée des professions dans les États-Unis des années 1950 est essentielle à la compréhension de l'émergence du mouvement, des formes qu'il prend et de son succès. Au début des années 1950, en effet, plus de 50% des femmes américaines qui travaillent sont employées dans les services aux particuliers. D'où l'importance des phénomènes de déplacement des femmes noires des quartiers pauvres vers les quartiers blancs et donc leur rapport très particulier de dépendance et de frustration aux transports publics [Aulette et Katz Fishman, 1991].

Par ailleurs, de nombreuses recherches ont insisté sur le caractère genré de l'espace public politique. Or toute la littérature sur les mouvements sociaux rapporte l'émergence de la forme « mouvement social » et du répertoire d'action qui l'accompagne, à l'émergence de cet espace public au milieu du XIX^e siècle et à l'accès des citoyens aux droits politiques [Tilly, 1986 ; 1995 ; 2004 ; 2008], sans jamais tenir compte du fait que pour les femmes, cet espace public ne s'ouvrira que bien plus tard et par des voies autres¹⁸. Leur irruption sur la scène politique est

17. Voir à ce sujet, par exemple, l'analyse de la place des femmes dans la mondialisation menée par Jules Falquet [2008].

18. Plus encore, nombre d'historien(ne)s soulignent que l'émergence de l'espace public politique se traduit par l'exclusion renforcée des femmes de la scène publique où, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, elles occupaient encore une place, certes assignée, mais néanmoins propre à leur assurer diverses formes d'expression politique et de protestation. Sur la participation des femmes aux émeutes frumentaires à l'époque moderne, voir notamment [Tackett, 1987 ; Godineau, 1988 ; Bouton, 1990 ; Farge, 1990] et la discussion critique proposée par [Bohstedt, 1988]. Sur les formes de l'assignation politique des femmes au 18^e siècle, voir [Zemon Davis, 1975, p. 131, 136 et 147 ; Stallybrass, 1985, p. 124-126 ; Russo, 1986, p. 214-215]. Sur l'exclusion des femmes de l'espace public politique sous l'effet du passage du répertoire

en effet d'abord redevable des changements économiques et culturels intervenus dans le monde occidental à partir du début du XX^e siècle. De ce point de vue, l'urbanisation, l'industrialisation et le développement de l'éducation scolaire ont transformé de manière spécifique la situation des femmes. En France, par exemple, la généralisation de l'enseignement secondaire féminin entre 1900 et 1920 a constitué un facteur majeur d'émancipation, dans un contexte où les familles des classes moyennes cherchaient à trouver des débouchés honorables pour leurs filles, face à la difficulté croissante de l'établissement classique par le mariage¹⁹. D'où « une irruption des femmes de la classe moyenne dans le monde professionnel des hommes » [Mayeur, 1979, p. 180, citée dans Diebolt, 2001] et le développement continu à partir de cette période du secteur sanitaire et social [Diebolt, 2001 ; Diebolt et Douyere-Demeulenaere, 2001]²⁰. Et Évelyne Diebolt de souligner que l'actualité politique de ces années ne jouera pas de manière indifférenciée comme opportunité ou comme contrainte pour les hommes ou pour les femmes. Elle montre, par exemple, que la loi de 1901 sur les associations constitue une ouverture nettement plus précieuse pour les femmes que pour les hommes, lesquels avaient recours à la forme syndicale pour s'organiser depuis 1884. Très manifestement, la naissance du travail social est liée à cet investissement massif de la forme associative par les femmes. De la même manière, lorsqu'en 1891, l'encyclique *Rerum Novarum* incite notamment les laïcs à s'engager dans le domaine de la bienfaisance, ce sont d'abord et surtout les femmes qui vont répondre à l'invitation, et ce n'est pas un hasard si Pie XII est le premier à parler de « militantes » de l'action sociale.

Quelques décennies plus tard, ce sont encore une série de changements macro-structuraux intervenus dans la vie des femmes qui permettent

ancien au répertoire de mouvement social, voir notamment [Thomis et Grimmett, 1982 ; Blewett, 1993 ; Rose, 1993 ; Steinberg, 1998].

19. Après la première guerre mondiale, « le travail social devient professionnel. Il s'égrène en spécialités distinctes et hiérarchisées, fondées sur des études, dispensées par des écoles et sanctionnées par des diplômes. Une moyenne et petite bourgeoisie désargentée en quête de travail honorable pour ses filles de plus en plus instruites et vouées au célibat par l'hécatombe de la guerre, constitue un marché de l'emploi tertiaire, avenir du travail des femmes. Assistantes sociales, infirmières visiteuses, surintendantes d'usines », dans [Perrot, préface à Diebolt, 2001, p. 8].

20. Voir également les travaux de Geneviève Poujol sur l'éducation populaire, autour de groupements comme l'Association catholique de la jeunesse française (ACJF) ou la Ligue de l'enseignement et des Unions chrétiennes de jeunes gens [Poujol, 1978].

de rendre compte de leur participation politique accrue. La diffusion de la contraception et la libération de l'avortement, d'une part, l'accroissement du travail professionnel féminin, d'autre part, favorisent la politisation. Sur le premier point, Margaret Maruani souligne qu'en « maîtrisant leur capacité reproductrice, les femmes transforment le "destin biologique" qui servait de fondement à leur oppression en un pouvoir fantastique, celui d'assurer, quand elles le désirent, la reproduction de l'espèce. [...] Tout en survalorisant la maternité, la société s'en est servie pour inférioriser et soumettre les femmes, toutes les femmes » [Maruani, 1979, p. 253]. Sur le second point, Maruani souligne que la mise au travail des femmes a eu pour effet de générer des tensions nouvelles. Du coup, le travail professionnel est devenu l'un « des moteurs essentiels de la mobilisation et de la lutte des femmes : leur insertion dans le mode de production capitaliste agit comme révélateur de la surexploitation capitaliste et de la domination patriarcale » [Maruani, 1979, p. 256].

Aux États-Unis, Janet Chafetz et Anthony Dworkin [1986] ont montré l'importance du développement de la classe moyenne éduquée dans la naissance et la croissance des mouvements de tempérance et abolitionnistes. Par le nombre de femmes qu'ils ont mobilisées (la WCTU compte près de cent cinquante mille membres en 1882, alors qu'il n'y a dans le même temps que treize mille membres dans le mouvement des suffragettes), ces groupements pourtant réactionnaires ont apporté aux militantes des compétences, les réseaux relationnels et le savoir-faire qui permettront aux générations suivantes de mettre sur pied des mouvements à proprement parler dédiés à la cause des femmes [Giele, 1995, p. 53 et Epstein, 1981, p. 131]. Ainsi, si avant 1873, les femmes étaient d'abord actives dans l'Église, en 1900, « elles bénéficiaient d'une expérience vieille d'une génération en matière d'action politique, de pratique législative, de lobbying et de conduite d'organisations charitables privées » [Bordin, 1981, p. 131]. Plus récemment, la seconde vague féministe aux États-Unis doit être rapportée à la reconversion des femmes impliquées dans le mouvement des droits civiques qui y acquièrent de la compétence et des savoir-faire en même temps qu'elles font l'amère expérience de la misogynie et de l'hétérosexisme du NAACP ou des Black Panthers [Kuumba Bahati, 2001].

Assignations de genre et identités stratégiques

Les contextes dans lesquels se développe l'action protestataire sont également genrés du seul fait que les « mouvements politiques, leurs

opposants, leurs combats, et leur effet se développent et sont modifiés en fonction du genre de ceux qui les portent » [Beckwith, 1996, p. 32]. Autrement dit, comme le montre bien Rachel Einwohner [1997] dans une analyse de deux associations de lutte contre la souffrance animale où les femmes dominent, les mouvements sont genrés au sens où leurs opposants et les tiers partis les évaluent de manière genrée. Et ces assignations genrées (*gendered attributions*) peuvent faciliter ou empêcher le développement d'une cause. Dans l'un des groupes qu'elle étudie, mobilisé contre l'emploi d'animaux dans les cirques, les clichés liés à la féminité et à la fonction maternante constituent plutôt un avantage pour les protestataires, alors que pour un groupe d'opposantes à la chasse, les assignations genrées concourent largement à décrédibiliser la lutte. Les chasseurs ont là beau jeu d'opposer aux réactions émotionnelles et irrationnelles des opposantes à la chasse un art et une technique cynégétique reposant sur la « gestion des espaces sauvages », fondée sur des données scientifiques irréfutables. Les stéréotypes féminins servent ici à déqualifier et les protestataires et la revendication, avec des interpellations aussi fleuries que : « Rentrez chez vous et faites donc la vaisselle ! », « Espèces de stupides femmes au foyer. Allez donc vous chercher un boulot ! », etc. [Einwohner, 1997, 1999].

Dans une perspective qui complexifie l'analyse en tentant d'articuler genre et classe, Phil Brown et Faith Ferguson [1995] se sont intéressé(e)s à des associations américaines de lutte contre les déchets toxiques. Ces luttes, le plus souvent à caractère Nimby (*Not in my backyard*), mobilisent principalement des femmes des milieux modestes, autour de problèmes pratiques et concrets (mauvaise qualité de l'air et de l'eau, santé des enfants, etc.), mais qui renvoient en même temps à des questions scientifiques et techniques et des politiques publiques complexes de santé et de gestion de l'environnement. Les auteur(e)s montrent alors comment la mobilisation de femmes socialement dominées sur des questions de pollution est perçue comme non crédible et de conclure que « les tentatives profanes pour faire de la science ou s'en servir, comme dans le cas de l'épidémiologie populaire, sont fréquemment soumises à la déqualification – sinon au ridicule – de la part des scientifiques, en raison même de leur position de profanes. En raison de leur genre, les tentatives des femmes pour détourner la science de ses usages routiniers à leur profit, sont systématiquement délégitimées par les scientifiques au service du gouvernement et de l'industrie ». L'objectivité est utilisée ici comme « le standard à l'aune duquel le travail des profanes est jugé et les débats sur l'objectivité sont centraux pour

la question des rapports entre genre et science. Il faut comprendre ce phénomène à la lumière de la conscience selon laquelle la science est historiquement, culturellement et structurellement fortement définie par un sens commun très ancré quant au rôle des femmes dans la science, quant à la valeur de la connaissance profane et de la portée de l'expérience subjective quotidienne» [Brown et Ferguson, 1995, p. 168].

Si les contextes sont en partie déterminés par les assignations de genre, cela veut dire également que les mouvements peuvent tenter d'en jouer, soit en les renforçant lorsque cela s'avère utile, soit au contraire en cherchant à les effacer par la dissimulation de certaines caractéristiques. Ces manipulations stratégiques des identités publiques sont fréquentes. Par exemple, Josette Trat, dans son travail sur une grève d'assistantes sociales, explique comment, à l'inverse des coordinations infirmières quelque temps auparavant, le mouvement s'est évertué à faire disparaître sa dimension féminine afin d'obtenir la revalorisation d'une profession encore assimilée à la dame patronesse et donc au bénévolat.

À l'inverse, dans de nombreuses luttes, les femmes ont eu efficacement recours à la mise en scène de leur identité féminine pour avancer leur cause. Dans la mobilisation contre l'*Equal Rights Amendment*, par exemple, certaines associations de femmes ont mis en avant une identité de femmes au foyer, heureuses de leur sort et fières de leurs compétences, notamment en offrant des fleurs et des gâteaux faits maison aux *congressmen*. De son côté, Judith Taylor [2007] analyse la manière dont les féministes irlandaises ont su jouer de leur identité de femmes et de mères pour obtenir que leurs actions revendicatives en faveur du droit à l'avortement fassent l'objet d'une couverture médiatique favorable. Enfin, dans un tout autre contexte, il semble que si les mouvements de mères de disparu(e)s ont réussi à se développer en Amérique latine, c'est d'abord parce que ceux-ci étaient perçus par les autorités comme ne pouvant menacer le pouvoir. Le cas des Mères de la Place de Mai, en Argentine, semble à cet égard paradigmatique [Schirmer, 1989 ; Simpson et Bennett, 1989 ; Agosin, 1990 ; Guzman Bouvard, 1994]. Lorsqu'en avril 1977, des femmes commencèrent à organiser des manifestations interdites pour protester contre la « disparition » de leurs enfants, de leurs maris ou de leurs ami(e)s, la réaction du gouvernement fut d'abord de traiter ces femmes de folles, se contentant de quelques arrestations, traitement particulièrement modéré comparé aux tortures et assassinats alors si fréquents²¹.

21. Il faut toutefois se garder d'un biais stratège qui conduirait à ne plus voir, dans le recours à tel ou tel type de cadrage waterpout ou simplement

Cet exemple montre combien les marqueurs symboliques du genre peuvent parfois faire l'objet d'usages stratégiques en jouant le rôle de « ressources culturelles » [Williams, 1995]²². C'est d'ailleurs à partir du relevé de ces multiples usages stratégiques que plusieurs auteures ont tenté de déterminer l'existence de répertoires d'action spécifiques aux femmes dans les luttes sociales²³. Poser la question de cette manière comporte cependant un risque d'essentialisation de ce que serait un rapport proprement féminin à l'action politique. La définition classique des répertoires d'action comme univers de ressources rares inégalement accessibles aux groupes en fonction de leur position dans la structure sociale suffit à rendre compte du caractère genré des modes d'action. De ce point de vue, le fait que dans les mobilisations sociales liées à la crise des subsistances, les femmes aient généralement l'habitude de manifester en tapant sur des casseroles²⁴ renvoie à un constat de bon sens selon lequel on se mobilise d'abord à partir de son expérience

féminin, le produit d'une instrumentalisation bien comprise. Si à l'évidence, le niveau de répression enduré par ces mouvements de mères s'explique largement par des stéréotypes de genre, le recours à ce mode d'action ne se réduit évidemment pas à une stratégie délibérée de minimisation des risques et des coûts. Voir également ce qu'écrit Charles Payne [1995] à propos du traitement « adouci » des femmes afro-américaines dans le mouvement des droits civiques. Selon lui, si les femmes sont soumises à des formes d'oppression qui leur sont propres, en même temps, très peu d'entre elles furent lynchées dans le Sud, et elles furent moins souvent la cible de violences directes de la part de la police après la radicalisation post-1966. Payne nuance toutefois son point de vue en montrant que la dimension de race vient largement atténuer la modération de la violence faite aux femmes.

22. Par exemple, Kumar [1993] sur la manière dont les mouvements féministes en Inde ont joué sur les identités de mères et de filles, de victimes sacrificielles pour enfin déboucher sur un discours des droits. Voir également Cooper [1995], sur la manière dont les femmes nigériennes jouent de leur identité d'épouses selon les organisations auxquelles elles participent, ou encore Kim [1996] à propos de semblables stratégies chez les militantes syndicales dans les usines coréennes.

23. Ainsi, Pam McAllister [1991] cherche à identifier des types de résistance engagée propres aux femmes : le refus de bouger, les *sleep ins*, *die ins*, *breastfeed-ins*, le fait de cacher des combattant(e)s, le recours à une sémiologie corporelle provoquante (refus de se maquiller ou de se raser les jambes), le maintien des cultures opprimées par l'éducation des enfants, la grève du ventre, etc. Voir également [Kuumba Bahati, 2001, p. 95-116].

24. Le recours au bruit de casseroles dans les manifestations de femmes se retrouve dans de nombreux charivaris, comme par exemple en 1905, lors de la grève des tisseuses de soie de Vizille. Dans la période contemporaine, ce type de mise en scène a été utilisé de manière privilégiée en Amérique latine, d'abord lors des manifestations contre le gouvernement Allende en 1973, puis en 1985 après le coup de Pinochet et enfin lors des grands mouvements du début des années 2000 en Argentine.

quotidienne (d'où ici une symbolique suggérant la continuité entre le privé et le public, le domestique et le politique) et des moyens les plus immédiatement disponibles (ici les instruments de cuisine)²⁵.

En revanche, ce que nous suggèrent ces exemples des effets des assignations genrées sur les modes d'action disponibles, c'est de revenir à la notion de cadres dominants (*master frame*), proposée par David Snow et Robert Benford [1988]. En effet, dès lors que l'on ne réduit pas la notion de cadres dominants à la seule activité stratégique d'une organisation²⁶, mais qu'on l'utilise pour désigner les contraintes discursives qui s'exercent de manière durable dans un cadre donné et dont la détermination n'est pas le simple produit d'une activité volontaire, il est alors possible d'avancer dans la caractérisation des conditions de mobilisation, et donc des structures genrées avec lesquelles les individu(e)s en présence doivent composer. De ce point de vue, une approche en termes de genre invite à approfondir la réflexion sur les contraintes discursives contribuant à définir les contextes de mobilisation. Cette direction, empruntée dès le milieu des années 1990 [Swidler, 1995 ; Edmondson et Nullmeier, 1997], a débouché sur la notion « d'opportunités discursives », laquelle entend désigner les idées raisonnables, les appréciations réalistes et les demandes légitimes à un moment donné [Koopmans et Statham, 2000]. Toutefois, la direction prise ici risque fort, si l'on n'y prend garde, de mener aux mêmes impasses que celles sur lesquelles butait la notion de structure des opportunités politiques du fait de son caractère statique d'une part, et à proprement parler aveugle aux rapports de domination d'autre part. En effet, la prégnance d'un cadre dominant contraignant les discours, et donc les modes d'action des groupes en présence à un moment donné du temps, n'est pas le simple produit de traditions ou de cultures nationales invariables

25. Qui plus est, à trop vouloir identifier un propre des modes d'action féminins, on risque de reprendre à son compte les stéréotypes genrés qui de fait visent à introduire une différence de nature dans les manières de faire selon les appartenances sexuées. Claire Auzias et Annick Houel [1982] en donnent l'illustration dans leur étude de la grève des ovalistes de Lyon en 1869. Lors de cette grève, les femmes ont eu recours à des modes d'action legalistes, comme l'adresse de pétitions au préfet. Elles soulignent qu'il serait cependant abusif d'en conclure à une disposition plus conciliante et plus soumise de ces femmes à l'égard des autorités dans la mesure où, d'une part, ce mode d'action était largement répandu à la fin du XIX^e siècle et où, d'autre part, les ovalistes n'ont pas hésité à recourir à des actions plus confrontatives comme les jets de pierre, le bris de verre, les menaces, et le sabotage.

26. Comme le soulignent Oliver et Johnston [2000] pour qui la notion de master frame n'est rien d'autre qu'une autre manière de désigner l'idéologie

s'appliquant à tous et à toutes de manière égale, mais plutôt le produit plus ou moins stabilisé d'un rapport de force politique, donc mouvant, dans lequel les positions et les ressources détenues ne se valent pas toutes.

Au total, une approche par le genre des contextes et de leur perception différenciée vient confirmer l'objectivisme de la notion de structure des opportunités politiques en rappelant avec force à quel point la manière dont les individu(e)s perçoivent leur situation comme problématique, envisagent d'y remédier par la lutte et y répondent effectivement, est tout sauf neutre du point de vue des rapports de genre. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle de nombreux mouvements protestataires sont plus nettement masculins ou féminins que d'autres. En effet, au-delà du fait que certaines causes concernent à proprement parler les unes plutôt que les autres (le cancer du sein, la dépression *post partum*, le droit ou l'opposition à l'avortement), c'est plus généralement l'offre et la demande d'engagement sur le marché des causes qui dépendent de la centralité des rapports de genre dans l'organisation politique et culturelle des sociétés²⁷.

Ainsi, le rôle éminent des femmes dans le *care* est au principe de leur surreprésentation historique dans les mouvements de charité et le bénévolat caritatif, et plus généralement dans les mouvements de *self help* [MacKay, 2001 ; Falquet et Le Doaré, 1994]. De manière presque systématique, la place centrale des femmes et la rareté des hommes dans certains mouvements renvoient à des stéréotypes et des attentes normatives genrés. La sensibilité et le registre émotionnel sont au cœur des mouvements de défense des animaux [Sperling, 1988 ; Jasper et Nelkin, 1992 ; Einwohner, 1999] ; le registre maternant et le souci de la concorde nourrissent les mouvements pour la paix, par exemple, en Israël ou dans les récents mouvements d'opposition à la violence d'ETA²⁸ ; l'ancrage dans le quotidien et la vie domestique est central dans les mouvements de défense du cadre de vie et de voisinage [Lapchick et Urdang, 1982 ; Kaplan, 1990 ; Rodriguez, 1994 ; Brown et Ferguson, 1995 ; Lichterman, 1996 ; Robnett, 1997]²⁹. Selon Phil Brown

27. De ce point de vue, « toutes les fois que le sociologue s'attache à l'observation d'activités sociales sans rapporter ces activités aux contraintes spécifiques aux champs dans lesquels elles s'exercent, notamment en termes de légitimité, il s'interdit de comprendre les logiques pratiques qui les organisent », dans Fillieule et Broqua [2000a, p. 12-13].

28. Par exemple, Pouzol [2008] sur Israël. Voir aussi les marches des femmes corses regroupées dans le mouvement *Ava Basta*, de l'Organizacion feminar popular pour la réconciliation en Colombie, etc.

29. Voir également dans le monde arabo-musulman, Bayat [1997] ; Zaki

et Faith Ferguson, si les femmes sont massivement engagées dans la lutte contre les déchets toxiques, c'est notamment parce que les questions de pollution touchent directement à leur sphère de responsabilité et donc d'intérêt (le domestique, la santé de la famille, les enfants). Une pollution environnementale constitue donc une opportunité objective et subjective plus grande pour elles que pour les hommes, en raison des attentes normatives qui pèsent sur elles [Brown et Ferguson, 1995, p. 162]. De même, c'est en partie en raison de leurs responsabilités domestiques et familiales que l'on peut expliquer le fort développement des mouvements de femmes en Amérique latine et aux Caraïbes ou encore leur contribution décisive aux luttes contre la mondialisation et le néolibéralisme, notamment autour de la dénonciation de la privatisation des ressources, comme en Bolivie avec l'eau et le gaz.

Ajoutons à cela que les attentes normatives genrées dans tel ou tel domaine peuvent varier en fonction de l'évolution de l'image publique de tel ou tel espace d'activité ou plus précisément encore de telle ou telle cause, générant du même coup des déplacements sexués des investissements militants. On a par exemple montré comment dans le champ associatif de la lutte contre le sida, la progressive désingularisation de la cause, principalement marquée par la déshomosexualisation de la figure de la victime, en même temps que l'érection de la lutte contre l'épidémie au rang de cause nationale ont favorisé l'afflux de femmes hétérosexuelles aux motivations et attentes traditionnellement formulées en termes d'assistance et de bénévolat caritatif [Fillieule et Broqua, 2000a-b]. Les hommes hétérosexuels, en revanche, sont restés et restent encore fort éloignés de ce type d'engagement, à la fois par homophobie et en raison de l'assimilation de ce secteur d'activité au travail sanitaire et social dévolu aux femmes³⁰.

30. Cindy Patton décrit le même mécanisme à propos des États-Unis où, à partir de 1986, le sida devient une cause exemplaire de l'appel par le gouvernement Reagan à un « nouvel altruisme, supposé plus économique et favoriser la diffusion des valeurs traditionnelles comme la charité et la gratitude à la fois auprès des "volontaires" et des "victimes" ». Ainsi s'expliquerait l'arrivée de femmes dans les associations : « Les femmes blanches hétérosexuelles se portèrent alors volontaires en grand nombre, non pas qu'elles étaient à risque mais parce qu'elles constituent un réservoir traditionnel de volontaires. Cet afflux de femmes fut compris comme le signe d'un augmentaiton du niveau d'éducation des classes moyennes blanches vis-à-vis du sida et d'un recul de l'homophobie. Toutefois, les hommes blancs hétérosexuels ont été très peu nombreux à s'engager, et encore seulement lorsqu'ils étaient concernés par la question des hémophiles ou touchés affectivement par la maladie d'un proche », dans Patton [1989, p. 121].

Pour finir précisons enfin que les asymétries de genre, la division du travail et les différentiels de pouvoir ne doivent pas seulement être conçus comme des contraintes contribuant à orienter le militantisme des femmes et peuvent également fonctionner comme des *catalyseurs* [Neuhouser, 1995]. Belinda Robnett, par exemple, explique dans son analyse du mouvement des droits civiques qu'en raison de l'exclusion des femmes des positions de pouvoir au sein des Églises noires, celles-ci n'eurent d'autre choix que d'exercer leur *leadership* au niveau des organisations de base et des communautés [Robnett, 1997]. Or, c'est sur le terrain fertile de ces réseaux militants que naîtront ensuite les premiers groupes féministes [Freedman, 1979], nourris notamment, au fur et à mesure que le mouvement se radicalisait, du sentiment que leurs propres préoccupations devenaient franchement secondaires. Ce ressentiment face à leur rôle subalterne aurait largement poussé les femmes à commencer de se réunir de manière séparée, trouvant ainsi un moyen de soulever les questions qui leur tenaient à cœur, et de s'identifier progressivement à la seconde vague du mouvement féministe³¹.

Formes organisationnelles et *leadership*

Avec les travaux fondateurs du courant de la mobilisation des ressources, la sociologie de l'action protestataire a placé au centre de ses préoccupations la question des organisations de mouvement social et du *leadership* [Oberschall, 1973 ; Zald et McCarthy, 1987]. Entrer ici dans le détail des manières dont les chercheur(e)s ont défini et utilisé la notion d'organisation – en lien avec celle de ressource – pour penser les phénomènes d'action collective excéderait de beaucoup le cadre de cette contribution [Clemens et Minkoff, 2005]. On se contentera de rappeler ici que l'organisation peut à la fois être pensée comme un *moyen* de mobiliser pour l'action (on parle alors de ressource organisationnelle) et comme le *produit* de l'action collective, et que sa forme autant que sa puissance dépendent des ressources des agents qui s'attachent à la construire, lesquelles sont inégales [Pierru, à paraître]. Élisabeth Clemens ne dit pas autre chose, lorsque à partir de ses recherches sur le mouvement féministe américain, elle parle de « répertoires organisationnels » pour indiquer que le champ des possibles organisationnels

31. Le même phénomène est observable dans l'évolution du Free speech movement et plus généralement du mouvement d'opposition à la guerre du Viêt Nam. En France, les premières heures du FAHR en offrent aussi, sur un temps plus court, un bel exemple.

offerts aux groupes en lutte est contraint par des contextes institutionnels variés [Clemens, 1993]. C'est à ce point que les sociologues féministes des mouvements sociaux introduisent le concept d'« organisations genrées », emprunté à Joan Acker, lequel permet d'analyser les organisations comme des processus genrés dans lesquels l'action des rapports de genre est masquée par l'idéologie de la neutralité [Acker, 1990]. Cette perspective permet de mieux voir les inégalités de genre dans l'accès aux répertoires organisationnels en même temps que de mieux prendre en compte la diversité des formes organisationnelles disponibles pour l'émergence et le maintien de l'action protestataire.

Des répertoires organisationnels genrés

On a déjà souligné que la sociologie des mouvements sociaux avait écarté de son périmètre un certain nombre de domaines de la vie sociale comme la communauté, la famille, les réseaux de parenté, au profit des institutions officielles et des ressources « matérielles ». Pourtant, l'importance des réseaux informels est largement documentée dans la littérature. La recherche féministe a d'une part montré que la division sexuée du travail, gouvernée par la séparation arbitraire entre le privé et le public, rend les réseaux communautaires et de parenté plus accessibles aux femmes, réservant les positions de pouvoir visibles aux hommes [Gerson et Peiss, 1985 ; Payne, 1990 ; Cable, 1992 ; McNair Barnett, 1993, 1995 ; Neuhauser, 1995 ; Robnett, 1997], et d'autre part que les réseaux de communication informels et les collectifs organisés de manière lâche ont bien souvent joué un rôle essentiel dans les processus d'émergence et de maintien des mobilisations protestataires. Ce que souligne aussi Steven Buechler à propos du développement des mouvements féministes dans les années 1960 et 1970 aux États-Unis, redonnant toute leur place aux petits groupes de conscience non hiérarchisés qui ont servi de structure de base aux mouvements [Buechler, 1993, p. 223]. De la même manière, dans une analyse comparée de plusieurs mouvements de femmes, Temma Kaplan propose l'expression de communautés de mouvement social (*social movement community*) pour désigner les réseaux d'activistes organisés de manière informelle, et dont elle montre l'importance dans tous les groupes qu'elle étudie [Kaplan, 1990]. Comme le suggère Buechler, « nous avons besoin de ce concept car dans l'histoire des mouvements de femmes, les communautés de mouvement social ont joué un rôle plus important que les organisations de mouvement social pour la mobilisation des femmes

que la quasi-totalité de la littérature sur les mobilisations en contexte hautement répressif insiste sur le poids des réseaux informels, seuls à même de survivre [Pfaff, 1996 ; Bennani-Chraïbi et Fillieule, 2003 ; Davenport *et al.*, 2005], l'on voit tout l'intérêt qu'il y a à adopter une perspective de genre pour penser les répertoires organisationnels dans l'action protestataire.

Constater l'invisibilisation de certaines formes d'organisations particulièrement investies par les femmes n'épuise pas les apports d'une telle perspective. Se pose encore la question de savoir pourquoi et selon quelles logiques certaines formes organisationnelles plutôt que d'autres semblent privilégiées par les femmes. La littérature souligne de manière constante que les mouvements féministes et de *self help* principalement animés par des femmes choisissent délibérément des formes d'organisation décentralisées et non hiérarchiques [Baker, 1986 ; Brown, 1989 ; Gottfried et Weiss, 1994 ; Leigh Disney et Gelb, 2000]. Si l'on suit le raisonnement de Joan Acker, c'est que les femmes se conformeraient à une « logique féminine » – laquelle bien entendu ne renvoie pas à une identité naturelle, mais à des dispositions socialement acquises et notamment à une connaissance « par corps » de l'oppression du pouvoir masculin – qui les pousserait à cultiver des structures alternatives permettant l'horizontalité des relations de pouvoir, l'expression de l'émotion, de l'empathie et de l'attention aux autres [Taylor et Rupp, 1993 ; Taylor, 2000]. Autant de caractéristiques particulièrement éloignées du mode d'organisation androcentré, lui-même dominé par une éthique masculine de la rationalité et de la raison et qui se caractériserait par la valorisation des rapports hiérarchiques, le souci de laisser de côté les émotions et les considérations personnelles.

Dans une perspective centrée sur l'expérience pratique de la domination éprouvée par les femmes, Margaret Maruani pose la même question à propos de la mise en place de modes d'organisation inhabituels dans les grèves de femmes qu'elle étudie, tant à la CIP (Confection industrielle du Pas-de-Calais) qu'à Lip. Selon elle, c'est « en réaction contre les limites que leur imposait le mode de relations autoritaires qu'elles subissaient dans la famille (qu'elles) ont établi les règles d'un fonctionnement collectif anti-autoritaire, anti-hiérarchique. [...] C'est peut-être de l'accoutumance des femmes, des ouvrières, à la soumission, qu'est né le refus viscéral de l'autorité, du pouvoir, qui frappe d'emblée à la CIP. Dire cela, ce n'est pas réhabiliter la traditionnelle soumission des femmes, c'est simplement montrer qu'à partir de leur propre oppression, des femmes peuvent créer des règles de vie collectives égalitaires

la domination masculine, qui leur ferait préférer des modes de fonctionnement autres, les femmes l'éprouveraient aussi bien dans la sphère domestique et des relations de travail que dans la lutte. Les grèves des Lip le montrent bien. Dans la première grève de 1973, les femmes ne se sont pas mises en avant et ont souffert de l'invisibilisation de leurs revendications et de leur vécu, d'où l'initiative ultérieure de la brochure *Lip au féminin* qui entend dresser un bilan de la participation à la lutte et pointer des problèmes de démocratie syndicale. En dénonçant la valorisation du « sacrifice » du militant qui, au bout du compte, ne « sacrifie » pas sa vie familiale, mais la vie sociale de sa femme » [Maruani, 1979, p. 106], la brochure fait explicitement état d'un besoin d'organiser la lutte syndicale selon d'autres principes, moins sexistes.

Même analyse enfin chez Danièle Kergoat et ses collègues [1992] à la fin des années 1980, à propos du fonctionnement en coordination du mouvement des infirmières, qui aurait induit des transformations très importantes tant au niveau du fond que de la forme, sur la question de la démocratie et du contrôle de la lutte, ou encore chez Annick Coupé [2003, p. 142], évoquant la naissance du syndicat SUD, en partie dans le sillage de la coordination des infirmières, autour des principes du « fonctionnement démocratique, de la place des adhérent(e)s, du partage du pouvoir et du contrôle »³².

Il n'est sans doute pas inutile de rappeler, pour clore ce point et contre toute tentation d'idéalisation des mouvements que l'on vient d'évoquer, que la revendication de modes d'organisation non hiérarchiques et l'invention effective de modalités originales de fonctionnement collectif ne viennent pas forcément effacer les relations de pouvoir. Dans un article significativement intitulé « La tyrannie de l'absence de structure » qu'elle écrit sur la base de sa propre expérience au sein du mouvement féministe, Jo Freeman montrait dès le début des années 1970 que l'absence de hiérarchie et de structure autant que le poids de l'intimité et des relations d'amitié contribuent à faire reposer toute la vie de l'organisation, surtout en phase de croissance, sur un petit groupe de personnes choisies et très soudées, suscitant ainsi des relations hiérarchiques d'autant plus prégnantes qu'elles sont dissimulées et niées [Freeman, 1970]³³.

32. Pour une analyse dans une perspective de genre du syndicat SUD, voir Horat [2009].

33. Voir également pour une analyse similaire sur le Women's Lib de New York, Cassell [1977].

Dans un livre consacré à l'analyse des procédures de décision dans les mouvements sociaux américains et à la démocratie interne, Francesca Poletta revient sur ces questions. Elle montre comment au sein du Women's Lib, les modes genrés d'organisation ont fait l'objet d'une réflexion militante et d'élaborations théoriques autour de la critique du patriarcat, du rejet de la hiérarchie, de la valorisation de la sororité et de l'horizontalité [Polletta, 2002]. Selon elle, cette conception du pouvoir a effectivement fonctionné pour les militantes de la première heure, dans la mesure où la plupart des cadres du mouvement étaient de fait des amies proches, ce qui ne pouvait que favoriser un fonctionnement démocratique³⁴. Cette proximité affective et cet entre-soi auraient selon elle joué un rôle formidable d'*empowerment* pour ces militantes de la première heure, leur permettant notamment de vivre leur identité de femme de manière positive, et ce tout particulièrement dans le cas des femmes lesbiennes [Polletta, 2002, p. 161-162]. Et c'est cette proximité forte soudée par l'expérience de la non-mixité qui explique comment ces femmes ont pu à la fois prendre conscience de leur oppression et se mobiliser pour la combattre³⁵.

Au fur et à mesure que le Women's Lib se développe et que des femmes de plus en plus nombreuses et diverses rejoignent la lutte, la sororité et l'horizontalité sont mises à mal. Poletta montre que l'amitié entre les membres historiques va alors jouer comme une barrière à l'intégration des nouvelles venues, rejoignant en cela l'analyse désenchantée de Jo Freeman : « Lorsque la vieille garde d'un mouvement se compose d'ami(e)s, ses efforts pour incorporer les nouveaux ou les nouvelles arrivant(e)s peuvent être compromis en raison des voies subtiles par lesquelles les membres réaffirment leurs liens mutuels, excluant de ce fait sans en avoir conscience les impétrant(e)s. Qui plus est, les ami(e)s ont tendance à choisir des ami(e)s qui leur ressemblent,

34. « C'était un ensemble de cercles intriqués de relations amicales liés entre eux par des expériences communes et des engagements, par les liens noués au cours des voyages pour se rendre aux manifestations et aux conférences, par les conversations entamées, interrompues puis reprises constamment », dans Polletta [2002, p. 161].

35. « Les amies s'encourageaient et s'aidaient les unes les autres à s'engager dans des actions à risque. L'affection, le respect, la confiance et l'assurance éprouvés par ces femmes les unes envers les autres dans leur nouveau groupe rendaient possible pour elles de passer à l'action, de conspuer un élu, de quitter un mari abusif, de s'avouer mutuellement leur peur de l'indépendance », dans Polletta [2002, p. 162]. Sur le rôle galvanisateur et mobilisateur des liens affectifs forts au sein de petits collectifs, voir également Goodwin [1997] ainsi que Broqua et Fillieule [2008].

en termes à la fois de valeurs et de croyances, mais aussi de caractéristiques socio-démographiques. Ils ou elles agissent ainsi probablement pour minimiser l'inconfort que génère la différence et pour éviter de menacer le réseau d'ami(e)s existant. Il en résulte alors une moindre diversité que celle que les membres auraient souhaité. Autre danger : si les proches sont généralement susceptibles de s'accorder sur les questions centrales, de profonds désaccords peuvent être vécus comme des trahisons émotionnelles ; de ce fait, l'intimité s'accompagne bien souvent de pressions à la conformité » [Polletta, 2002, p. 154].

Dès lors, le projet antipatriarcal se retourne en « tyrannie de l'amitié », les conflits idéologiques ou les débats stratégiques sont d'autant plus difficiles à régler qu'ils prennent la forme de conflits personnels et de déchirements affectifs³⁶, les relations hiérarchiques sont d'autant plus fortes qu'elles sont dissimulées, un *leadership* puissant mais peu visible se met en place.

Revisiter les conceptions androcentrées du *leadership*

Au cœur des remarques qui précèdent sur les répertoires organisationnels genrés, se pose la question du *leadership*. L'existence de leaders est en effet considérée comme une ressource centrale dans la littérature sur les mouvements sociaux, à la fois comme initiateurs et organisateurs de la lutte et comme porte-parole capables de représenter tout en les construisant les groupes protestataires [Morris et Staggenborg, 2005]. Il est pourtant frappant qu'à de rares exceptions près, la littérature se soit fort peu attachée à préciser la variété des formes possibles d'organisation et de fonctionnement concret du *leadership*, se contentant bien souvent de distinctions simplistes entre *leaders* et *followers* [Barker *et al.*, 2001], « membres par conscience » et « bénéficiaires » [Pierru, à paraître], etc. Sans doute est-ce en partie lié, comme le fait remarquer Xavier Dunezat dans sa thèse, au fait que les questions du comment et du pourquoi de l'émergence ont longtemps primé sur celles

36. « Lorsque les ex-activistes parlent aujourd'hui de leur vie dans le mouvement, la fierté se mêle à la douleur, la nostalgie à l'amertume. Elles se remémorent la joie de se découvrir une capacité d'action et une solidarité avec d'autres femmes trop longtemps perçues comme des rivales. Mais elles se souviennent aussi d'avoir été accusées de chercher à se mettre en avant, de commander, et d'avoir été rembarées parce qu'elles tentaient de faire passer un message féministe auprès du grand public. [...] Elles évoquent des collectifs féministes implosant sous l'effet de la colère et des récriminations mutuelles, au point de traumatiser certaines pour des années », dans Polletta [2002, p. 150]. Nous avons abordé cette question des effets sur le désengagement des liens affectifs forts dans Fillieule [2005].

afférentes au fonctionnement effectif des groupements. La recherche récente marque de ce point de vue un tournant, en partie lié à l'introduction dans l'analyse d'une perspective de genre : quelques auteur(e)s ont commencé de penser la complexité des rôles de *leadership* tels qu'ils s'exercent à différents niveaux, comment ils se transforment dans le cours des mouvements et comment ils sont investis différemment par les un(e)s et les autres en fonction des ressources dont ils ou elles disposent [Nelson, 1971 ; Staggenborg, 1988 ; Herda-Rapp, 1988 ; Melucci, 1996 ; Aminzade *et al.*, 2001 ; Goldstone, 2001].

Dans l'immense majorité des organisations de mouvement social, y compris celles qui fondent leur identité stratégique sur le respect d'une contrainte de ressemblance [Pudal, 1989], ce sont les personnes disposant des ressources sociales les plus valorisées qui accèdent aux fonctions de représentant(e)s, activant ainsi dans les mouvements protestataires les principes de division et de hiérarchie qui structurent l'espace social. Les plus démunis(e)s de ressources, que ce soit dans les partis, les syndicats ou les associations, sont donc mis(e)s dans l'obligation de s'en remettre au *leadership* d'hommes d'âge mûr, blancs et issus des catégories sociales les mieux dotées. Le décalage entre les propriétés des leaders et celles de la base est bien entendu à l'image des milieux sociaux concernés et covarie avec les rééquilibrages éventuels dus aux transformations macrosociales dont nous avons déjà évoqué plus haut les conséquences (l'extension du système éducatif ou de l'accès au marché du travail, etc.), mais aussi en fonction des compétences acquises dans l'action collective. Ainsi, par exemple, l'entrée massive des femmes à l'université après 1945 aux États-Unis a favorisé leur engagement dans les mouvements sociaux étudiants et d'opposition à la guerre, engagement grâce auxquels elles acquièrent des compétences qui leur permettront de tenir des positions de *leadership* dans les mouvements de la seconde vague féministe.

Les approches récentes sont allées plus loin que ces constats pour démonter les mécanismes subtils assurant la monopolisation des postes à responsabilité par les hommes. Ce que fait par exemple Cécile Guillaume, dans un travail sur l'accès aux places dans une grande centrale syndicale française et qui montre que l'exercice des responsabilités y repose sur des modes informels de soutien, de cooptation et de fonctionnement qui privilégient les hommes et desservent les militantes, si bien qu'elles ne parviennent pas à crever le plafond de verre en dépit de la mise en place de mécanismes devant favoriser la féminisation. N'y réussissent, finalement, que celles qui s'alignent sur le modèle militant masculin [Guillaume, 2007 ; Fillieule, Mathieu et Roux, 2007].

Les analyses du genre se sont également attachées à remettre en cause la conception androcentrique et réductrice du *leadership* dominant dans les sciences sociales [Jones, 1993 ; Robnett, 1997 ; Aminzade *et al.*, 2001 ; Goldstone, 2001]. On cherche alors à dépasser le simple constat de l'exclusion des femmes des positions de pouvoir pour montrer que celles-ci tiennent des positions de *leadership* d'un autre ordre mais tout aussi importantes. Ainsi Belinda Robnett et Kathleen Jones montrent que dans le mouvement des droits civiques, les femmes ont occupé des positions de *leadership* secondaires, dont le rôle fut crucial dans l'émergence et le développement de la cause [Jones, 1993 ; Robnett, 1997]³⁷. Plus précisément, Robnett forge la notion de « leaders pont » (*bridge leaders*) pour désigner « un niveau intermédiaire de *leadership*, dont la fonction consiste à relier les membres potentiel(le)s aux adhérent(e)s, en même temps que ceux ou celles qui détiennent des positions formelles de *leadership* au mouvement » [Robnett, 1997, p. 191]. Selon elle, ces leaders prennent tout particulièrement en charge le « travail émotionnel » et assurent les liens affectifs et de solidarité entre les membres des communautés de base. Jones développe également ce travail de tissage des liens d'attachement en montrant que les femmes sont celles qui construisent les réseaux et cimentent les liens formels en mobilisant leurs compétences et les ressources acquises dans la sphère des activités familiales [Jones, 1993, p. 119]. Dans la même ligne, Ann Herda-Rapp décrit le long *leadership* exercé par Hattie Kendrick, une activiste locale du mouvement, qui aurait recruté et inspiré toute une génération de jeunes activistes qui occuperont ultérieurement des positions de *leadership* et aurait mené un travail permanent de mise en contact entre différentes générations de responsables, tant au niveau local, étatique que national [Herda-Rapp, 1988, p. 51]. De son côté, Sara Evans souligne dans son histoire du mouvement des années 1960 aux États-Unis que les femmes « ont fourni la colonne vertébrale de la plupart des tentatives de construction communautaire » car elles étaient plus directement concernées par les questions concrètes liées à la sphère domestique et à la vie de la communauté, comme les écoles, le logement et le ramassage des ordures : « pendant que les hommes tentaient vainement d'organiser les sans-emploi, les jeunes de la rue et les Winos, les femmes mettaient tranquillement en place des organisations durables d'aide sociale en faveur des mères » [Evans, 1979, p. 141]. Comment ne

37. Voir également sur le mouvement des droits civiques, McNair Barnett [1995] qui parle de « leaders invisibles » et plus généralement sur la notion de leadership.

pas mentionner enfin tous les travaux qui, à propos des mouvements islamistes dans le monde arabe, soulignent l'importance des femmes dans la création et l'entretien de réseaux militants ? Par leur inscription dans la sphère privée et domestique, ces réseaux sont quelquefois les seuls à même d'échapper à la surveillance étatique. Janine Clark montre bien par exemple comment au Yémen, la mobilisation par les femmes se fait d'abord autour des groupes d'étude du Coran, les *nadwas*, institutions intermédiaires regroupant des femmes et menés par des activistes dans une logique de mobilisation individuelle et de propagation de la foi (*da'wa*)³⁸.

Ces travaux font écho aux travaux qui indiquent que s'opère dans de nombreuses sociétés une division genrée du travail relationnel et que les sociabilités des hommes et des femmes sont asymétriques. Nous pensons ici tout particulièrement aux travaux de Arlie Hochschild sur le « travail émotionnel » [Hochschild, 1979, 1983, 2003] ou encore de Claire Bidart [1997], qui montre que si les hommes sont plus investis dans l'extension des réseaux amicaux, ce sont les femmes qui les entretiennent et les approfondissent.

Toutes ces recherches débouchent sur une conception subtile et différenciée des formes possibles du *leadership* et des manières genrées dont les individu(e)s les investissent en ne les limitant plus aux rôles les plus formels et aux activités les plus masculines. Toutefois, force est de souligner, avec Aldon Morris et Suzanne Staggenborg, le risque qu'il y aurait, au nom de la louable volonté de réhabiliter la place des femmes dans les mouvements sociaux, à se doter de conceptions tellement floues du *leadership* que l'on en viendrait à ne plus voir où, comment et avec quels effets s'opèrent des répartitions inégales du pouvoir au sein des groupements : « En reconnaissant que la question du *leadership* est présente dans de nombreuses activités et que les femmes ont joué un rôle critique dans les mouvements sociaux, on n'entend pas mettre en équivalence toutes les formes de participation active avec le *leadership*. Les organisateurs qui montent des stratégies, développent des projets, cadrent des causes ou suscitent l'engagement, correspondent clairement à un type de leader. Mais les autres participants à l'organisation des projets, qui se chargent de tâches telles que la levée des fonds ou le démarchage (et peuvent être considérés comme

38. Clark [2004, p. 165]. Voir également à propos de l'Égypte, Singerman

des «organiseurs» au sein des mouvements) ne devraient pas être automatiquement considérés comme des leaders si l'on veut garder un sens analytique précis au concept de *leadership*. Qui plus est, il nous faut garder à l'esprit qu'il existe une hiérarchisation verticale du *leadership* dans la plupart des mouvements sociaux. Lorsque les femmes sont exclues des positions les plus élevées, elles n'ont pas accès à tout un ensemble de ressources que contrôlent ceux qui dominent l'organisation» [Morris et Staggenborg, 2004, p. 178].

Un autre des apports des approches en termes de genre aura enfin consisté à rendre visible le fait, déjà évoqué rapidement dans l'avant-propos avec l'histoire de Rosa Parks, que l'investissement des postes à responsabilité dans les mouvements protestataires suit des dynamiques de déplacement sexuées. Par exemple, dans leur étude du mouvement des locataires à New York, Ronald Lawson et Stephen Barton montrent que ce sont les femmes qui sont à l'origine du mouvement, mais qu'elles seront remplacées par des hommes dès que la lutte commencera à prendre de l'ampleur [Lawson et Barton, 1980]. De la même manière, les femmes ont clairement eu un rôle essentiel dans la mise sur pied du *Movement* aux États-Unis dans les années soixante, mais elles ont aussi très vite été écartées des postes à responsabilité en même temps qu'elles étaient invisibilisées au profit des figures politiques et médiatiques les plus flamboyantes comme, par exemple, Tom Hayden [Gitlin, 1980]. À partir d'un autre point de vue et de manière inversée, Lucie Bargel donne un autre exemple de ces déplacements sexués à partir de l'étude des trajectoires des militant(e)s du parti socialiste français. Dans ce parti, les contextes dans lesquels les femmes accèdent à des postes à responsabilité sont de deux types : lorsque le parti manque de cadres et doit élargir son recrutement en se tournant vers les femmes, ou lorsque les enjeux de pouvoir liés aux fonctions de direction sont faibles, voire nuls [Bargel, 2005 ; 2007 ; 2008]. Dans un tout autre univers, Jules Falquet [2005] fait ressortir une même logique dans les mouvements révolutionnaires d'Amérique latine qu'elle étudie. Dès lors que les femmes investissent des positions ou des fonctions, celles-ci en sont automatiquement dévaluées, selon la même logique mise en lumière par la sociologie du travail à propos de la dévalorisation des professions qui se féminisent [Roux *et al.*, 2005].

Au total donc, il nous semble qu'une perspective de genre des modes d'organisation de l'action contestataire, adossée à une conception en termes de répertoires organisationnels genrés, contribue heureusement aux efforts contemporains de redéfinition de la notion de travail

collective, contre la vision étroite du modèle de la politique protestataire (*contentious politics*) proposé par Doug McAdam, Sidney Tarrow et Charles Tilly, et au profit d'une définition des entreprises de mobilisation comme réseaux d'acteurs et d'actrices associant selon des modalités variées «des organisations de mouvements, des supporters institutionnels, des institutions alternatives et des services, des groupes culturels qui partagent les préférences du mouvement et des activistes individuels» [Staggenborg, 1998, p. 182]³⁹.

La division du travail militant

La recherche féministe a montré que la notion de travail ne désigne pas étroitement le seul travail salarié mais également, comme l'a suggéré Christine Delphy dès 1970, le travail domestique gratuit, lequel renvoie au « mode de production domestique » et constitue les femmes en « classe de sexe » [Delphy, 1998 et 2001]⁴⁰. C'est sur la base de cette définition élargie du travail comme activité humaine tout à la fois aliénante et créatrice que s'opère dans nos sociétés un partage du travail autour d'une « assignation prioritaire des hommes à la sphère productive et des femmes à la sphère reproductive ainsi que, simultanément, la captation par les hommes des fonctions à forte valeur sociale ajoutée (politiques, religieuses, militaires, etc.) » [Dunezat, 2004, p. 97]. Autrement dit, la division sexuelle du travail repose sur deux principes organisateurs : un principe de séparation (qui assigne des travaux différents aux hommes et aux femmes) et un principe hiérarchique (qui fait qu'un travail d'homme vaut plus qu'un travail de femme) [Kergoat, 2000].

L'appropriation collective du travail des militantes

Le regard porté sur la diversité des formes organisationnelles et des modes de *leadership* dans les groupements protestataires nous a amené au constat d'une universelle division sexuelle du travail militant. La littérature historique et sociologique ne manque pas sur ce point et de nombreux travaux montrent comment dans tous les groupements militants – du Ku Klux Klan [Blee, 2002] aux collectifs anarchistes

39. Voir également dans le même sens, Fillieule [2007]. Pour une présentation critique du modèle de la *contentious politics* défendue par McAdam, Tarrow et Tilly, on renverra à Mathieu [2004, et à paraître].

40. Ces ouvrages rassemblent les textes fondateurs de l'auteure sur le patri-

[Kolarowa, 2004], en passant par les groupes partisans [Bargel, 2008 ; Avanza, 2007] et les mouvements révolutionnaires [Falquet, 2003a] – la division du travail militant est un mode d'organisation qui produit des groupes en son sein et les hiérarchise (les femmes et les hommes, les jeunes entrant(e)s et les militant(e)s aguerris(e)s, etc.). Pour le dire d'une phrase avec Marie-Hélène Zylberberg-Hocquard, « quand les femmes occupent l'entreprise, dans la journée avec les hommes, leurs activités ne sont pas les mêmes que celles de ces derniers. Ensemble, ils maintiennent les machines, elles balaient le sol. Quand tout est fini, ils "tapent le carton", elles tricotent » [Zylberberg-Hocquard, 1981, p. 144]. L'enjeu de cette division du travail, c'est « l'appropriation collective » du travail des militantes par les militants. Lorsque les femmes maintiennent les machines et balaient le sol, c'est un travail invisible, ni reconnu, ni payé de retour, gratuit, « en ce sens qu'il n'offre pas de rétributions, ni matérielles (acquérir des compétences pour mener une carrière politique, par exemple), ni symboliques (il est dévalorisé, voire invisibilisé, perçu comme le simple prolongement d'aptitudes naturelles) et ce, alors même qu'il est indispensable au bon fonctionnement des collectifs et des luttes⁴¹ ». Le travail que Judith Taylor consacre au mouvement pro-choix en Irlande est ici particulièrement éclairant pour démasquer l'*invisibilisation* des pratiques militantes des femmes – notamment les pratiques consacrées à l'entretien de la sociabilité et de la cohésion du groupe, qui sont accomplies sur un mode informel – au profit de celles, davantage publiques et formalisées, privilégiées par les hommes [Taylor, 2007]. L'efficacité de ce marquage qualitatif des tâches tient largement à une tendance à assimiler les compétences féminines à des qualités naturelles, la naturalisation des compétences prêtées aux femmes produisant leur déqualification [Guilbert, 1966]⁴².

41. Roux et al. [2005, p. 11]. Comme le suggère Colette Guillaumin, la gratuité du travail des femmes est une marque essentielle de leur appropriation par les hommes : « s'il est non payé, c'est parce qu'il n'est pas "payable". S'il n'est pas monnayable ou pas mesurable [...], c'est donc qu'il est acquis d'une autre manière. Et cette autre manière implique qu'il l'est globalement, une fois pour toutes », 1992, p. 33, cité dans Roux et al., [2005, p. 11]. C'est la raison pour laquelle le sexe demeure un marqueur qualitatif, y compris lorsque les deux sexes exercent les mêmes activités. Chez les Kabyles, Pierre Bourdieu note que les mêmes tâches peuvent « être nobles et difficiles, quand elles sont réalisées par des hommes, ou insignifiantes et imperceptibles, faciles ou futiles, quand elles sont accomplies par des femmes », dans Bourdieu [1998, p. 67].

42. Voir également l'exemple déjà mentionné du mouvement des assistantes sociales étudié par Josette Trat ou encore les revendications portées par les coordinations infirmières exigeant de voir leur compétences professionnelles

Dans la lignée de Danièle Kergoat, Xavier Dunezat a montré l'hétérogénéité des groupes mobilisés, laquelle est au principe de rapports différenciés au travail qui vont se reproduire dans la répartition et l'accomplissement des tâches militantes : « les tâches d'un mouvement social sont à la fois des tâches reproduites (issues du répertoire d'actions collectives) et des tâches produites (nouvelles tâches spécifiques à ce mouvement social et adaptation du répertoire d'actions collectives à une nouvelle situation) qu'il va falloir organiser. Dans un mouvement social, les groupes sociaux en présence [...] vont donc devoir organiser l'ensemble des tâches [...] propres à ce mouvement. Ce processus d'organisation du travail peut prendre des formes très différentes, mais il crée une division du travail spécifique à ce mouvement social qui est nécessairement inégalitaire du fait de l'existence préalable de groupes sociaux dans le système social et donc dans le mouvement social et qui produit une reconfiguration du rapport social fondamental » [Dunezat, 2004, chapitre 3].

Qui plus est, poursuit Xavier Dunezat, l'action des rapports de genre est d'une certaine manière universelle, puisque même dans les collectifs non mixtes – par exemple, dans les groupes séparatistes féministes ou lesbiens ou dans certains mouvements gay, le travail est aussi organisé de manière séparée et hiérarchique, certains hommes remplissant les tâches apparentées au travail domestique et certaines femmes agissant comme des hommes avec d'autres femmes. Rien là d'étonnant puisque les rapports de genre sont transversaux, ce qui veut dire qu'il faut « distinguer pratiques sociales spécifiques à ces rapports et marqueurs (physiques ou non) d'assignation à ces pratiques. C'est aussi confirmer que les pratiques sont plus importantes que les marqueurs, et que ceux-ci n'ont d'autre signification en soi que d'être instrumentalisés au service de ces pratiques » [Dunezat, 2004, chapitre 3 ; Devreux, 1997, 2002].

Le constat de la division genrée du travail militant marque une avancée fondamentale car dans la pensée profane comme dans la sociologie des mouvements sociaux, le « militant » est souvent conçu comme une figure abstraite et générale qui existerait hors des rapports de genre (voire, avec l'effacement des référents en termes de classe, de tout autre système de domination). De ce point de vue, l'analyse du militantisme

longtemps assuré par des religieuses, correspondrait à une vocation mobilisant des qualités relationnelles considérées comme "naturelles" et non techniques, et donc non reconnues comme qualification », dans Guionnet et

au moyen de la sociologie des carrières, à partir de l'attention portée à la diversité des rôles et donc des tâches endossés dans les mouvements, est sans doute la mieux à même de restituer la diversité des profils militants, si tant est que l'on se départisse d'une conception androcentrée des rapports sociaux.

En effet, en se plaçant dans cette perspective, il est possible d'une part de s'interroger sur la diversité des rôles proposés dans un groupement et sur les manières variées d'habiter ces rôles (de l'engagement total à l'engagement distancié)⁴³, et d'autre part de questionner les mécanismes et les effets spécifiques à la division genrée du travail dans la sphère des activités militantes sans se contenter de mobiliser une explication externaliste. Contre ces explications trop simples, voire simplistes⁴⁴, qui mobilisent comme facteurs l'inégalité des positions dans la structure sociale, et donc des différences de socialisation, de compétence subjective et objective, on peut montrer qu'à l'évidence, le travail militant reproduit les divisions sociales genrées, mais que les groupes militants produisent aussi des classements spécifiques en fonction d'un ensemble de règles plus ou moins formelles qui orientent la sélection des personnes et la variété des prises de rôle en leur sein⁴⁵.

Rapports de travail et rapports au travail militant

Dans la discussion du caractère genré des opportunités politiques, nous avons montré que la désirabilité sociale des causes et donc leur pouvoir d'attraction sur les individu(e)s dépendent de la centralité des rapports de genre dans l'organisation politique et culturelle des sociétés.

43. Hans Gerth et Charles Wright Mills suggèrent que lorsque les rôles sont choisis « librement », l'internalisation est variable, marquée par des formes plus ou moins approfondies de distance au rôle. Cela est encore plus vrai lorsque les rôles offerts, les modèles de conduite, sont différenciés voire contradictoires. Voir Gerth et Wright Mills, [1954, p. 168 et suiv]. Sur la diversité des formes de l'attachement et sur les effets de cette diversité sur le devenir d'une organisation, on consultera également Lambelet [2007].

44. « Chercher à expliquer la faible place des femmes dans les organisations syndicales est, de prime abord, relativement facile : les "obligations familiales", les contraintes extérieures de toutes sortes, la misogynie, le sexisme... Mais à force d'être simple, tout cela est simpliste », dans Maruani [1979, p. 15].

45. On s'inscrit là directement dans la lignée des réflexions de Gerth et de Wright Mills qui les premiers proposent une articulation entre ce qu'ils appellent « la psychologie des institutions en même temps que la sociologie de la personne », proposant d'analyser ensemble la manière dont les individus produisent les institutions en même temps qu'ils sont transformés par elles.

Nous en avons conclu que la place centrale des femmes et la rareté des hommes dans certains mouvements renvoient à des stéréotypes et des attentes normatives genrés. On peut raisonnablement en déduire que les groupements contribuent également à inscrire en leur sein les un(e)s ou les autres à des tâches et des rôles bien déterminés. Autrement dit l'existence de différentes formes de « disponibilité structurale » [Cable, 1992] pour les hommes et pour les femmes a aussi bien des effets au niveau de l'orientation des engagements que de la division du travail militant. Il est alors possible de mobiliser l'analyse classique des facteurs de la participation politique, par exemple la disponibilité biographique, la compétence et les rapports différenciés au politique, les liens de sociabilité et l'inscription dans des réseaux militants, la maîtrise de savoir-faire militants, pour rendre compte d'une différenciation genrée dans l'attraction des individu(e)s pour tel ou tel type d'activité et, partant, dans la perception des coûts et des rétributions, attendus ou produits dans l'action de ces activités.

C'est ce que suggèrent Christine Guionnet et Erik Neveu [2004] en proposant d'articuler le constat de l'existence de phénomènes de ségrégation et d'inégalités dans le travail à une analyse des rapports genrés non plus *dans* mais *au* travail. En effet, de nombreux travaux ont montré que le genre contribue à déterminer des investissements – entendus au sens psychologique et économique – variés dans le travail, notamment du point de vue des ambitions et des attentes de consécration, du carriérisme et plus généralement de la *libido dominandi*⁴⁶, lesquels sont, en même temps que les structures objectives de domination, aussi le produit de socialisations primaires fortement sexuées. Ainsi, dans un système social qui privilégie la classe des hommes, l'une « des composantes centrales de l'identité masculine réside dans un potentiel d'investissement pour la quête de pouvoir et l'entrée dans des espaces de compétition, ludiques ou professionnels, d'où l'intériorisation d'une vision de la compétition, de la virilité comme capacité de conflit que les institutions savent d'ailleurs canaliser par des incitations idoines » [Guionnet et Neveu, 2004, p. 197].

Dans le champ des activités politiques, beaucoup de femmes manifestent un moindre intérêt autodéclaré pour la politique et intériorisent leur incompétence statutaire, au même titre que d'autres dominés [Burns *et al.*, 1997 ; Sineau, 2000 ; Gaspard, 2004]. Cela expliquerait

46. Voir Baudelot et Establet [1992] à propos des projections dans l'avenir

que les femmes aient une approche différente de la pratique militante et soient « attirées par », c'est-à-dire légitimées à accomplir, certaines tâches plutôt que d'autres. Nous l'avons déjà entr'aperçu à propos des conceptions androcentrées du *leadership*, de nombreux travaux soulignent l'existence de manières spécifiquement féminines de militer. Par exemple, d'après Danièle Kergoat, les femmes s'expriment plutôt pour constater et témoigner, là où les hommes entrent plus volontiers dans des analyses politiques et stratégiques montant vite en généralité [Kergoat *et al.*, 1992 ; Maruani, 1979] ⁴⁷. De son côté, Margaret Maruani et beaucoup d'autres à la suite soulignent que les femmes se différencient encore des hommes par leur investissement plus mesuré dans les activités militantes, en raison à la fois des contraintes extérieures qui pèsent sur elles ⁴⁸, mais aussi d'échelles de valeurs qui leur font souvent vouloir préserver la sphère des activités familiales. D'où la revendication de la part de nombreuses femmes d'une moindre concentration des tâches militantes, d'une modification des horaires de réunion, d'une prise en compte dans la répartition du travail des contraintes extérieures ⁴⁹. Posture dont on notera qu'elle redouble l'invisibilisation du travail des femmes, dans la mesure où celles-ci, pour se faire entendre aussi bien que pour acquérir une certaine légitimité, doivent en vérité en faire beaucoup plus que les hommes ⁵⁰.

47. Guionnet et Neveu font justement remarquer que « cette opposition peut traduire des propriétés de socialisations de genre attribuant aux hommes la théorie et la politique, et faisant du verbe un outil de pouvoir, mais aussi refléter le fait, non spécifique aux rapports de genre, que les dominés sont perçus comme moins légitimes à parler des "grandes questions" théoriques », dans Guionnet et Neveu [2004, p. 197-198].

48. Ces contraintes sont multiples, mais renvoient d'abord à la nécessaire gestion des rapports avec la famille et des relations de dépendance qui en découlent. Maruani précise justement qu'au soutien aux familles, il faut encore ajouter le soutien des familles, l'absence de soutien, voire l'hostilité manifeste quelquefois, expliquant largement l'éloignement des femmes des activités militantes et des tâches les plus valorisées.

49. Maruani [1979], notamment p. 206. Jacques Ion [1997] constate de même que le déplacement des horaires de réunions associatives en fin d'après-midi et non en soirée s'explique par la féminisation des collectifs militants.

50. Ce que montre Josette Trat dans son travail sur les responsables féministes dans les syndicats et les partis de gauche en France, lesquelles se heurtent à la difficulté de devoir pour se faire entendre « cumuler de nombreuses autres responsabilités (que celles liées à leur engagement féministe) : elles sont donc amenées à démultiplier leur temps de militance pour faire face à l'ensemble de leurs responsabilités » [2002, p. 152]. Voir aussi Guillaume [2002]

Répétons-le, toutes ces formes genrées de rapport au travail militant ne renvoient bien entendu pas à des différences de nature, mais de socialisation (primaire autant que secondaire), et sont inextricablement liées à et donc produites aussi en partie par la position des individu(e)s dans les autres rapports de domination, tout particulièrement ici de classe et d'âge. Il suffit pour l'établir de montrer comment la dimension de classe pèse lourdement dans la difficulté qu'ont traditionnellement les femmes des milieux populaires à se départir d'une valorisation du statut de « bonne ménagère et de bonne mère » au profit d'activités militantes dont l'une des conséquences serait aussi de menacer le statut viril des hommes ⁵¹.

Ces dernières années, le développement d'instruments conceptuels mais aussi méthodologiques d'analyse de l'engagement en termes de carrières militantes [Fillieule, 2001 ; Fillieule et Blanchard, 2007], par l'attention qu'il implique de porter aux différentes sphères de vie imbriquées, se révèle ici particulièrement bien adapté pour comprendre au plus près du vécu des individu(e)s les logiques qui sont au principe de leurs investissements différenciés dans l'espace et le temps, en fonction notamment de la variabilité des rétributions dans ces différents espaces [Gaxie, 2005 ; Fillieule, 2005]. Javier Auyero [2003] en donne un bel exemple dans un livre consacré à des mobilisations communautaires contre la mondialisation néolibérale dans deux localités argentines. Essentiellement composé du récit de vie de deux militantes, le livre rend palpable comment les deux femmes articulent vie domestique et vie militante. Tout aussi impliquées que les hommes mais sur un autre mode, ces femmes font primer la recherche du respect et de la dignité humaine sur la revendication de satisfactions matérielles, en même temps qu'elles retirent autre chose que les hommes de leur participation.

À ce stade de notre réflexion, une question se pose. En effet, le constat de l'existence de rapports genrés au travail militant mêle dans un même mouvement ce que nous apprend l'observation des pratiques et ce que les militant(e)s interviewé(e)s à propos de leur rapport à l'engagement nous disent de leurs motifs. L'approche par les carrières, en offrant de penser de manière articulée la dimension tout à la fois idéale et matérielle des investissements militants permet, en articulant

51. Voir Schwartz [1990] sur les rôles typés dans le monde privé des ouvriers. L'on trouve des remarques de même nature à propos des mobilisations de femmes immigrées, la déqualification des pères et le durcissement des tensions dans une logique de maintien de la virilité, par exemple chez Faure et Thié [2002]

théoriquement les deux dimensions, d'avancer dans la compréhension du rapport genre à l'engagement. En effet, et suivant en cela Charles Wright Mills et Hans Gerth, dans cette perspective les verbalisations ne sont pas naïvement prises comme l'expression de motivations profondes, mais comme étant en partie contraintes par les logiques de la situation, le contrôle social qui s'opère dans l'espace où elles s'expriment et donc les motifs socialement légitimes [Wright Mills, 1940 ; Gerth et Wright Mills, 1954]. En d'autres termes, les conduites comme leur verbalisation sont motivées par les attentes formulées par les « autres », en fonction tout à la fois des propriétés structurales de la personne, de la situation et du rôle assigné : « Dans le cours de notre biographie, nos motifs nous sont imputés par les autres avant qu'on ne les formule nous-mêmes. De tels vocabulaires de motifs deviennent alors des composants de notre autre généralisé ; ils sont intériorisés par la personne et opèrent comme des mécanismes de contrôle social. [...] Les motifs sont des justifications acceptées pour les programmes ou les actes présents, passés ou futurs » [Gerth et Wright Mills, 1954, p. 116 et 907].

Une telle conception a des implications nettes pour une approche de la division du travail militant en termes de genre. Très concrètement, on ne peut plus seulement se contenter d'expliquer des différences de conduites et de verbalisation de ces conduites seulement par des différences genrées de socialisation et donc de dispositions. Il faut au contraire faire la part entre la manière dont les motifs et les actes sont socialement prescrits – c'est-à-dire intériorisés et assignés – par la position sociale, les socialisations primaire et secondaire, et plus généralement le « sens social », en même temps que contraints par les contextes situationnels – donc le façonnage organisationnel – et les attentes pesant sur les rôles militants assignés ou revendiqués. Dès lors, plutôt que de s'en tenir à constater que les femmes se réfèrent davantage pour expliquer leur engagement à des thématiques familiales, expérientielles, émotionnelles ou humanitaires, tandis que les hommes témoignent d'une plus forte propension à la montée en généralité en en recherchant l'explication dans la seule position des individu(e)s, on peut montrer comment ces vocabulaires typiques des motifs sont aussi « cadrés » par les domaines de la pratique dans lesquels ils se déploient.

À partir de là, il est possible premièrement de montrer que les registres de motifs assignés à telle ou telle propriété structurale – en tout premier lieu, le sexe – peuvent varier en fonction des sphères de

vie dans lesquelles ils sont exprimés, par exemple dans la sphère domestique, dans l'entre-soi militant ou face au sociologue [Lahire, 2004], mais aussi des contextes institutionnels – par exemple dans un groupe mixte ou un groupe non mixte – et des rôles endossés⁵². Deuxièmement, on se donne le moyen de penser les registres de justification comme étant en partie le produit de stratégies visant à compenser l'absence des ressources jugées utiles par un retournement du stigmate et la recherche de ressources compensatoires [Roux *et al.*, 1999]. De ce point de vue, les discours différentialistes visant à justifier l'entrée des femmes en politique au nom de qualités propres à leur sexe, au-delà de leur profonde « bêtise théorique », peuvent aussi viser la construction d'identités stratégiques. Troisièmement, une telle approche permet de penser l'effet propre que l'exercice d'activités militantes peut avoir sur les individu(e)s. Ce qui implique que l'analyse ne se focalise plus sur ce qui dans leurs socialisations antérieures aurait « déterminé » les individu(e)s à militer, pour penser les périodes d'engagement comme des expériences s'inscrivant dans le cycle de vie au même titre que les socialisations primaires et secondaires et les engagements antérieurs, entendus au sens large d'investissements individuels dans des activités et des institutions. Dès lors, la formation des dispositions, des goûts et des préférences ne s'arrête pas au seuil de l'engagement et l'on s'intéresse directement à la manière dont les rôles endossés et les tâches accomplies peuvent avoir des effets transformateurs plus ou moins durables sur les personnes⁵³. Ici, la notion de « carrière morale » forgée par Goffman [1963], qui entend tout simplement désigner les effets de l'engagement dans la durée, se révèle particulièrement utile pour penser le façonnage institutionnel, en lien avec la question de la « sélection des personnes » [Gerth et Wright Mills, 1954, chapitre 7].

52. De ce point de vue, si les appétences déterminent l'orientation vers des rôles, l'assignation de rôle peut produire en retour à un ajustement, les individu(e)s faisant alors de nécessité vertu en apprenant à valoriser ce à quoi il est possible de prétendre.

53. Si l'intérêt récent pour les effets socialisateurs de l'engagement doit beaucoup à la perspective des carrières militantes et donc à l'intérêt pour l'étude des facteurs de maintien de l'engagement, elle renvoie aussi, dans le monde anglo-saxon, aux travaux sur les conséquences biographiques de l'engagement menés par des spécialistes de la socialisation politique – voir Fillieule [2005] pour une revue. En France, on mentionnera le livre pionnier de Francine Muel-Dreyfus [1983] et plus généralement les travaux sur les « usages » des institutions dont l'un des attendus est de montrer qu'« une institution n'existe concrètement que par les activités de ceux et celles qui se réclament d'elle », dans Lagroye [2006, p. 16]. Voir également Dauvin et Siméant [2002] et Lagroye et Siméant [2003, p. 63], pour des remarques dans le même sens.

Un façonnage organisationnel genré

Hans Gerth et Charles Wright Mills ont proposé un ensemble d'outils conceptuels permettant de penser les relations entre individus et institutions, et c'est dans cette perspective, on l'a dit, que l'approche par les carrières s'est développée [Gerth et Wright Mills, 1954, p. 165-191]. De là découlent plusieurs conséquences.

D'abord, le constat que l'engagement dans des activités militantes est le produit d'un ajustement entre demande et offre de militantisme. Jusqu'à présent, nous avons appréhendé l'offre de militantisme seulement sous l'aspect de la diversité des causes disponibles à un moment donné du temps. Mais celle-ci renvoie également à la manière dont les groupements sollicitent ou découragent les engagements individuels au travers de leur image publique et au moyen d'un ensemble d'outils de sélection constituant autant de barrières à l'entrée ou de filtres orientant les nouveaux entrants qui vers la sortie, qui vers tels ou tels rôles et tâches plutôt que tels autres. Dans ce travail de sélection institutionnelle des personnes, des mécanismes genrés sont à l'œuvre.

Ensuite, puisque l'on considère avec Gerth et Mills qu'une institution est une organisation de rôles distincts et hiérarchisés auxquels les membres doivent se conformer, il est raisonnable de penser que l'intériorisation de ces rôles passe par des mécanismes d'apprentissage et de socialisation secondaire dont il faut étudier la prégnance – de l'alternation, au sens de Peter Berger et Thomas Luckmann [1986], aux adaptations stratégiques et distanciées – et la durabilité, du point de vue des conséquences biographiques dans l'ensemble des sphères de vie. Là encore, de puissants mécanismes genrés sont à l'œuvre.

Cette distinction analytique entre la sélection des personnes et les conséquences biographiques de l'engagement, ou pour le dire autrement entre « effets de sélection » et « effets de la durée » [Fillieule, 2001], ne doit pas faire perdre de vue que les deux aspects sont indissociablement liés dans le temps. En effet, la sélection des personnes repose en partie sur la transformation de celles qu'elle retient. D'où la difficulté qu'il y a à interpréter les propriétés des militant(e)s comme explicatives de leur engagement, puisque ces propriétés sont aussi produites par ledit engagement [McAdam, 1989 ; Fillieule, 2001 et 2005]⁵⁴.

54. À propos de l'engagement humanitaire, Johanna Siméant souligne justement qu'« évoquer en amont des socialisations susceptibles de structurer des rapports au politique ne dit rien de leur activation, de leur transformation et plus encore de l'effet propre que l'exercice d'activités humanitaires peut produire en éprouvant les volontaires. Penser l'engagement et les processus de socialisation dans le temps suppose de revenir sur ce que l'activité huma-

La sélection des personnes

Selon Gerth et Mills, « les institutions sélectionnent et éjectent leurs membres en fonction d'une grande variété de règles formelles et de codes informels. Les critères formels permettant d'assumer ou d'abandonner un rôle peuvent être des critères spécifiques comme l'âge, le sexe, l'état de santé » [Gerth et Wright Mills, 1954, p. 165]. Dans le champ des activités militantes, les rapports de genre peuvent jouer de multiples manières sur la sélection des personnes. En orientant d'abord les femmes vers des groupements spécifiques, érigeant ainsi *de facto* une barrière à l'entrée d'autres groupements. Par exemple, dans l'univers des associations communistes gravitant autour du parti ou du syndicat, s'est créée à partir des années 1950 une nébuleuse de groupements destinés à mobiliser en même temps qu'à cantonner les femmes dans des positions subordonnées et des activités jugées proprement féminines. Dans son travail sur la place des femmes dans le syndicalisme ouvrier à Saint-Nazaire, Dominique Loiseau montre que les femmes désirant participer au militantisme ouvrier d'inspiration communiste ou catholique se voyaient proposer deux types et deux types seulement d'engagement : soit *être solidaires*, par le soutien aux époux militants, en étant attentives à leurs besoins, mais sans participer aux activités proprement militantes sinon pour réaliser des tâches ancillaires (comme le ménage ou la mise sous pli de bulletins), soit *s'investir dans des tâches complémentaires*, bien entendu associées aux rôles féminins traditionnels de service et d'entraide : s'occuper des problèmes quotidiens des familles, des problèmes de santé, de prestations sociale, de logement, organiser des activités pour les enfants et les femmes [Loiseau, 1996]⁵⁵.

La sélection peut également s'opérer de manière tout à la fois moins formelle et plus insidieuse en fonction d'attributions sexistes et racistes explicites ou implicites. Doug McAdam en donne un exemple dans un article où il explore les dimensions genrées du recrutement par le SNCC (Students National Coordination Committee) de volontaires étudiant(e)s blanc(he)s en vue du *Freedom summer* de 1964 [McAdam, 1992]. Alors même que les femmes étaient plus activement impliquées que les hommes dans les organisations du mouvement des droits civiques, leur candidature fut fortement découragée en raison de stéréotypes à la fois

nitaire fait aux humanitaires et sur la qualification même qu'ils donnent à leurs pratiques», dans Siméant [2005, p. 177].

55. Voir aussi à propos des mouvements familiaux populaires Les Cahiers du GRME 119911

racistes (la femme blanche doit être protégée des hommes noirs prédateurs sexuels) et sexistes (les femmes sont trop fragiles et trop peu armées pour affronter la violence raciste au Mississippi). Et parmi celles qui malgré tout persistent dans leur volonté d'engagement, les recruteurs excluent presque systématiquement celles qui déclaraient ne pas entendre se cantonner à des tâches considérées comme plutôt féminines (paperasserie, etc.), sans compter la résistance des familles évidemment inégale selon qu'il s'agissait d'hommes ou de femmes. Sur ce dernier point, McAdam fait justement remarquer que si, pour les hommes, l'engagement dans le *Freedom summer* pouvait s'apparenter assez bien aux traditionnels défis qu'un jeune doit affronter pour devenir un homme, il n'en allait pas de même des filles pour qui « il existait peu sinon aucun précédent équivalent permettant de légitimer la participation dans le projet » [McAdam, 1992, p. 1218].

Dans un tout autre domaine, l'engagement dans les essais vaccinaux contre le sida, nous avons pu montrer, au moyen d'un dispositif sophistiqué d'analyse du recrutement par le groupe d'experts en charge de la constitution du réseau de volontaires, que les stéréotypes – ici à la fois de genre et de classe – présidant à la sélection des personnes pouvaient jouer de manière tout à fait inconsciente sans pour autant perdre de leur efficacité⁵⁶. Si les responsables du recrutement ne font jamais état de critères discriminants liés à la classe sociale ni surtout au sexe des candidat(e)s, l'analyse lexicométrique des lettres de motivation initiales laisse clairement apparaître que la première étape de sélection repose en partie sur la relative mise à l'écart des femmes et des personnes issues des milieux populaires. L'exclusion liée à la classe s'explique assez facilement, l'exercice de la lettre de motivation ayant toutes les chances de rendre visible des inégalités de compétence de la part des candidat(e)s. L'aisance dans le maniement de l'écrit, la plus ou moins grande familiarité avec l'exercice de la justification, la plus ou moins grande capacité à monter en généralité pour défendre sa participation à une cause sont, on le sait, autant de ressources dont la disposition ne se distribue pas au hasard dans le monde social. Au clivage lié aux positions de classe s'articule de manière intuitivement moins évidente

56. Fillieule et al. [2009]. La recherche repose à la fois sur des entretiens avec des recruteurs impliqués tout du long de la période étudiée (1992-2001), une analyse statistique sur les mêmes dix ans du fichier des milliers de candidat(e)s au volontariat à chaque étape du recrutement, une exploration lexicométrique d'un vaste échantillon de lettres de motivation initiales adressées par les candidat(e)s à l'Agence nationale de recherche contre le sida, en charge de la constitution du réseau.

un clivage lié au sexe. En effet, les individu(e)s qui sont le plus souvent éliminé(e)s au stade de la lettre expriment leur « motivation » dans un registre très personnel et tentent de défendre l'adéquation de leur profil à l'appel à volontaire en se référant quasi exclusivement à un registre expérientiel et à un concernement émotif. Ce groupe se compose surtout de femmes et de personnes issues des catégories populaires, lesquelles sont traditionnellement plus habituées à parler en leur nom qu'au nom de principes universels ou d'impératifs abstraits. À l'inverse, le groupe des personnes qui manient la montée en généralité avec dextérité regroupe sans surprise une forte proportion d'hommes et les professions qui cumulent à la fois capital économique et culturel. C'est ce groupe qui a statistiquement toutes les chances de franchir chaque étape du recrutement avec succès.

Nous retrouvons ici les remarques énoncées plus haut sur le fait que les modes d'expression du rapport au politique chez les femmes sont socialement dévalorisés au profit d'une caractérisation du politique comme forcément calculée et rationnelle [Taylor, 1995 ; Marx Ferree et Merrill, 2000]. Les modes d'expression de la motivation reposant sur un mode personnel et affectif, propres aux catégories les plus dominées, font l'objet d'une « invisibilisation épistémologique », pour reprendre la remarque de Guida West et Rhoda L. Blumberg [1990] à propos de l'engagement de femmes dans l'action sociale⁵⁷.

Expérience militante et travail du genre

Dans ce qui précède, nous avons établi l'existence d'une division genrée du travail dans tous les mouvements protestataires, qu'ils soient progressistes ou non, mixtes ou non mixtes. On a vu également que les rapports de genre déterminent en partie la demande d'engagement de la part des individu(e)s en même temps que les logiques de la sélection des personnes par les institutions. Dès lors, faut-il conclure à la relative immuabilité de l'asymétrie des rapports de genre ? N'est-ce pas là d'ailleurs le fond de l'argument de Pierre Bourdieu dans *La Domination masculine*, lorsqu'il énonce la nécessité pour aborder la question d'échapper à l'alternative entre « des études matérialistes qui expliquent l'asymétrie entre les sexes par les conditions de production » et des « études symboliques, remarquables mais partielles », pour s'attacher à

57. Voir également les analyses de Jean-Gabriel Contamin [2007] à propos des topiques genrées mobilisées par les pétitionnaires opposés aux lois Debré

débusquer « les effets bien réels qu'a produits dans les corps et dans les cerveaux un long travail collectif de socialisation du biologique et de biologisation du social » ? En effet, cette « construction sociale naturalisée » que sont les sexes en tant « qu'habitus sexués » serait trop fortement ancrée dans toutes les dimensions du social pour que l'on puisse espérer la combattre par l'action politique et la lutte féministe⁵⁸. C'est à ce point que Bourdieu reproche aux féministes radicales, selon nous à tort, de rester enfermées dans une tradition de philosophie de la conscience, c'est-à-dire décrivant « les voies de salut, les issues hors de la domination, comme des passages par la prise de conscience, dans un vocabulaire très proche de celui de Marx ». Et de poursuivre qu'« il ne suffit pas de se gendarmer contre la timidité, il ne suffit pas d'en connaître les tenants et les aboutissants, les origines sociales, etc., pour être libéré. [...] La libération ne passe pas non plus par une simple prise de conscience⁵⁹ ».

L'attention portée ici au façonnage organisationnel des individu(e)s permet de se poser la question de la prise de conscience de l'arbitraire des rapports de genre en des termes un peu moins généraux et scolaires. Malgré tous les obstacles évoqués, on peut en effet avancer que les mouvements protestataires, qu'ils soient progressistes ou pas, peuvent fonctionner comme des lieux de travail du genre, donnant raison cette fois-ci au Bourdieu du *Sens pratique* pour qui « dans la lutte idéologique entre les groupes (classes d'âge ou classes sexuelles, par exemple) ou les classes sociales pour la définition de la réalité, à la violence symbolique, comme méconnue et reconnue, donc légitime, s'oppose la prise de conscience de l'arbitraire qui dépossède les dominants d'une part de leur force symbolique en abolissant la méconnaissance » [Bourdieu, 1980, p. 230, note 27].

En tout premier lieu, nous avons déjà souligné combien l'engagement associatif syndical ou partisan avait pu jouer pour les femmes un rôle libérateur⁶⁰ en leur permettant de sortir de l'univers domestique et

58. Ce qui expliquerait le « consentement » des dominées à leur propre domination, les femmes étant marquées par des « dispositions soumises ». Pour une critique de ces attendus, voir notamment Mathieu [1991 et 1999].

59. Bourdieu [2003, p. 76]. Françoise Héritier n'est pas très éloignée de ce point de vue, lorsqu'elle fait de la dualité et de la « valence différentielle » des sexes le fondement même de la pensée [1996]. Toutefois dans Dissoudre la hiérarchie [2002], elle incorpore les objections formulées par les féministes à une vision structuraliste et anhistorique du monde et du temps.

60. Précisons que l'on ne s'intéresse ici, faute de place, qu'aux effets biographiques de l'engagement sur les militant(e)s pour laisser de côté leurs

d'acquérir des compétences sociales jusqu'alors inaccessibles, en offrant des « espaces de réalisation de soi⁶¹ ». On l'a vu à propos des mouvements du début du xx^e siècle, comme les ligues abolitionnistes ou de tempérance aux États-Unis ou encore le développement du secteur sanitaire et social en France. Lorsque Évelyne Diebolt décrit les premières générations de pionnières dans ce secteur, elle montre que ces femmes ont d'abord soif d'indépendance. Leur engagement constitue l'une des seules voies possibles permettant de pratiquer le célibat théorisé et préconisé, de voyager beaucoup, aux États-Unis et en Grande-Bretagne, de s'inscrire en rupture avec des milieux familiaux très bourgeois, d'acquérir enfin des compétences et des savoir-faire qu'aucune autre activité sociale ne leur aurait permis d'acquérir [Diebolt, 2001].

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, même dans les mouvements où les femmes sont maintenues de fait et idéologiquement dans des positions dominées, la seule participation peut être productrice d'affranchissement. Le Black Panther Party, par exemple, qui entendait lier la libération noire à une mémoire collective réinventée et nourrie d'une culture africaine précoloniale dominée par les hommes, a malgré tout servi de lieu de formation politique et de prise de conscience du patriarcat et du sexisme. Malgré leur cantonnement massif aux tâches les moins nobles ou les plus serviles (y compris le service sexuel aux « combattants »...), les militantes ont joué un rôle actif, ont participé aux meetings, produit des contributions théoriques et des analyses stratégiques dans la presse *underground*, vécu l'expérience de la prison et de l'exil [Foner, 1970 ; Mattheys, 1998]. Aussi bien, il faudrait mentionner là les débats autour du « féminisme islamique » qui aujourd'hui constitue en Égypte, en Iran, en Turquie et dans l'immigration l'un des principaux axes de la revendication féminine⁶², et ce tout particulièrement pour les femmes issues des classes moyennes récemment urbanisées qui trouvent dans l'intrusion du politique dans le religieux des opportunités d'accès à des espaces publics concrets (par exemple,

effets macro-sociaux à plus ou moins long terme sur les populations. Sur ce point en ce qui concerne les rapports de genre, voir par exemple Van Dyke et al. [2000].

61. Pour reprendre les propos de Lagroye et Siméant, lorsqu'il et elle s'interrogent sur les processus par lesquels se fabrique l'attachement aux institutions, au travers le plaisir et le bonheur que l'on peut en retirer [2005, p. 56].

62. Sur l'Iran, notamment, voir Adelkha [1991 et 1998]. Sur l'Égypte, Badran [1994] et Karam [1997]. Sur le sens contesté du « féminisme islamique », on peut se reporter par exemple à Abou-Bakr [2001].

la mosquée) et de débat intellectuel, au travers notamment des débats théologiques⁶³.

Les mêmes schémas se retrouvent dans les mouvements de libération nationale, où la lutte pour l'indépendance passe par la restauration d'un pouvoir des hommes menacé par l'oppression de l'occupant, la valorisation des rôles virils par l'idéologie nationaliste et l'assignation des femmes à la reproduction [McFadden, 1992 ; Peterson, 1994 ; Yuval-Davis, 1997 ; Avanza, 2007], le rétablissement et parfois la réinvention folklorisée de la culture indigène et des divisions sexuées traditionnelles [Falquet, 1999]. Et où, malgré tout, les femmes acquièrent des savoir-faire et des compétences, remplissent des rôles inimaginables ailleurs, à l'arrière comme en première ligne de la lutte armée⁶⁴. De la même manière, mais cette fois-ci dans le cadre des groupes d'extrême droite, Kathleen Blee montre que dans les mouvements racistes qu'elle étudie, comme le Klan, la Ligue aryenne des femmes ou les groupes de défense de l'identité chrétienne, les femmes sont définies au moyen d'attributs sexués alternativement comme des victimes ou des déesses, des mères de la race ou des femmes de combattants, des séductrices ou des traîtresses, ce qui ne les empêche pas malgré tout de trouver au sein de ces groupes des rôles et des tâches génératrices de savoir-faire, de compétences sociales et d'estime de soi, notamment en exerçant différentes formes de *leadership* informel [Faludi, 1993 ; Blee, 2002 ; Avanza, 2007].

Les mêmes phénomènes existent *a fortiori* dans les mouvements progressistes. Avec comme importante différence que le décalage entre les idéologies égalitaristes professées et la réalité de la division du travail ont souvent pour effet d'accélérer la prise de conscience du patriarcat et du sexisme [Evans, 1979]. De nombreux travaux en attestent. Dans son analyse du *Freedom summer*, Doug McAdam interroge, vingt ans après l'action, quelques-unes des quatre cents participantes. La plupart relèvent l'expérience brutale du sexisme et du harcèlement sexuel au

63. Ce qui souligne soit dit en passant l'importance de prendre en compte la dimension de classe, afin de ne pas réduire l'effet de l'islam politique sur les femmes à la bien réelle perte de droits et de liberté pour les femmes issues des élites urbaines, ce que rappelle justement Nayered Tohid [2001].

64. Ce qui n'empêche pas, lorsque les mouvements l'emportent, que les femmes soient les premières victimes de l'indépendance acquise. On le voit bien par exemple dans le cas du Front de libération nationale algérien au sein duquel les femmes ont joué un rôle éminent, pour être totalement invisibilisées à la Libération [Lazreg, 1990]. Ou encore à travers les effets ambigus pour les femmes, « entre rupture et reproduction », de la guerre révolutionnaire au Salvador. Voir Falquet [1996].

sein du mouvement. Elles se souviennent d'avoir souffert de ce qu'on leur ait confié les tâches de bureau, l'enseignement dans les écoles de la liberté, pendant que les hommes se voyaient attribuer le travail politique noble, comme l'enregistrement des votants [McAdam, 1988, p. 105-107]. Directement confrontées « à l'éclatante contradiction entre l'idéologie égalitaire du mouvement des droits civiques et l'expérience vécue de l'inégalité » [McAdam, 1988, p. 178], elles éprouvent pour la première fois l'arbitraire de la domination dont elles sont victimes. Même remarque chez Sara Evans à propos des contradictions de la nouvelle gauche américaine, qui souligne le décalage entre les valeurs portées par la déclaration de Port Huron – et adoptées par le Students for a Democratic Society en 1962 – et la réalité d'une organisation hautement machiste [Evans, 1979, p. 108-109]⁶⁵.

Ces contradictions entre discours et pratiques effectives ont pour effet de générer des formes de « distance au rôle » et des « adaptations secondaires » dans la sphère des activités militantes mais aussi dans les autres sphères de vie, y compris l'espace domestique. Annie Borzeix et Margaret Maruani en donnent un exemple frappant dans leur analyse d'une longue grève de femmes dans une usine de confection du Pas-de-Calais [Borzeix et Maruani, 1982, 1984]. Quelques années après la fin de la grève, les deux sociologues mènent des entretiens avec les grévistes dans le but d'étudier « l'empreinte d'un événement collectif sur des itinéraires individuels » [Borzeix et Maruani, 1982, p. 24]. Il en ressort, selon les auteures, qu'« à partir du moment où l'on s'intéresse au temps biographique, la dissociation entre la sphère de la production et celle de la reproduction est un non-sens ». Il faut donc « repérer les transferts qui s'opèrent entre l'une et l'autre sphère : transferts d'apprentissage, de capacités, de comportements, d'attitudes, de savoirs et de savoir-faire » [Borzeix et Maruani, 1984, p. 294]. Autrement dit, puisque les individu(e)s sont simultanément inscrit(e)s dans une pluralité d'espaces sociaux interdépendants, et que dans chacun de ces espaces, ils et elles sont amené(e)s à endosser des rôles spécifiques qui définissent autant de contextes de socialisation, l'expérience militante et les éventuels changements de perspective qu'elle génère peuvent et doivent aussi se lire dans toutes les autres sphères de l'existence [Fillieule, 2001]. Si la sociologie du travail a de longue date montré la nature des transferts

65. Lillian Faderman raconte aussi comment de nombreuses femmes prennent conscience de leur oppression dans le Free speech movement lorsque les occupants du Berkeley's Freedom Park plantent un panneau réclamant « Free land, free dope, free women », dans Faderman [1991, p. 202 et suiv.].

s'opérant de la famille vers la sphère productive, Borzeix et Maruani mettent plutôt l'accent sur « un transfert en sens inverse : du travail à la famille, de la grève au foyer » [Borzeix et Maruani, 1984, p. 295] et montrent que la grève a permis aux femmes de prendre conscience de l'existence au sein de l'univers domestique de rapports sociaux de domination et d'accéder à une conscience féministe.

On reconnaîtra volontiers ici que le vocabulaire de la prise de conscience n'est sans doute pas le mieux adapté à la caractérisation des mécanismes à l'œuvre dans ces transferts, en raison notamment du flou théorique qui l'entoure⁶⁶. Mais le fait est que l'expérience du sexisme et de la patriarchie au sein des luttes peut faire apparaître aux yeux des femmes, et sans doute de certains hommes, des logiques jusqu'alors invisibles et rompre le cercle de l'évidence. Et cela en vertu de mécanismes identifiés de longue date par les études sur la socialisation : lorsqu'apparaît une contradiction entre les exigences normatives et la réalité des pratiques ; lorsque la distribution de connaissances est effectuée par des autres significatifs hétérogènes ; lorsqu'enfin, l'individu(e) fait l'expérience d'autres mondes possibles, ce qui « entraîne des constellations spécifiques de réalité et d'identités subjectives. La conscience de la relativité de son propre monde apparaît, si bien que les individus ne sont plus seulement ce qu'ils sont, ils jouent aussi à l'être » [Berger et Luckmann, 1986, p. 235]. Ces situations sont génératrices d'apprentissages nouveaux, de resocialisation, parfois d'alternation. Dans tous ces cas de figure, on reconnaît des situations courantes dans l'expérience de l'engagement. Celle-ci offre en effet une série de ressources et d'outils propres à renégocier l'image de soi dans le cadre d'une nouvelle « structure de plausibilité⁶⁷ », notamment par la redistribution des réseaux relationnels et des circuits de sociabilité, l'élection de nouveaux autres significatifs, le développement de liens affectifs.

Ces mécanismes ne sont jamais autant visibles que dans les travaux portant sur des luttes non mixtes. Maruani qui compare grèves mixtes et non mixtes estime que dans le premier cas, les femmes parviennent à faire le lien entre oppression domestique et démocratie syndicale et à opérer un transfert de l'analyse de la sphère productive à la sphère domestique, alors que dans le second cas, la prise de conscience de

66. Sur la théorie de la prise de conscience, ses origines et ses limites, voir Mathieu [2002a].

67. « Le mécanisme clé au moyen duquel les institutions forment les personnes implique le cercle d'autres significatifs que l'institution établit », dans Gerth et Wright Mills [1954, p. 173]. Voir également Bourdieu, [1997, p. 168-169].

l'exploitation patriarcale est plus faible mais la libération de la parole et l'*empowerment* plus forts. Par exemple, écrit-elle, « à la CIP, dans une grève de femmes, les questions n'ont pas vraiment été posées et analysées collectivement. C'est la conflictualité même dans laquelle ces problèmes ont été posés qui a permis l'affirmation d'une identité féminine. À la CIP, l'aspect conflictuel était extérieur au conflit. Il a été vécu individuellement à travers les problèmes de la vie familiale » [Maruani, 1979, p. 128-129 et 230-231].

Dans une perspective de genre, il reste encore à se demander si le façonnage organisationnel des individu(e)s se limite à la découverte du sexisme et du patriarcat par les femmes ou si ce sont les rapports de genre qui peuvent s'en trouver transformés. Les choses sont là difficiles à établir, mais de manière générale il semblerait que la revendication et la prise d'autonomie par les unes ont rarement un effet sur les autres. Ainsi, Maruani écrit que « lorsqu'on demandait si leur participation dans la lutte avait changé quelque chose dans le partage traditionnel des tâches entre hommes et femmes, la réponse (des grévistes) était le plus souvent affirmative. Mais tout de suite, on s'apercevait qu'il s'agissait là d'un changement à sens unique. [...] Bref, dans la lutte, elles ont bouleversé un certain nombre de schémas, de stéréotypes. Mais l'inverse ne s'est pas produit : les hommes, leurs maris, n'ont pas (ou très rarement) investi les rôles féminins. Pour la plupart des ouvrières, le partage des tâches ménagères – ou plutôt le non-partage – n'a pratiquement pas été modifié » [Maruani, 1979, p. 97].

Dans de nombreux cas, ce sont au contraire la violence et l'agression qui viennent sanctionner, dans la sphère militante aussi bien que dans d'autres sphères de vie, la revendication ou la prise d'autonomie des femmes. Par exemple, lorsque quelques jeunes féministes lancent l'initiative d'un camp non mixte réservé aux femmes (le Point G), lors de la mobilisation contre le G8 d'Évian en 2003, pour contrer notamment l'invisibilisation des questions liées aux femmes et le fonctionnement sexiste des réunions, les réactions hostiles, verbales et physiques, ne se font pas attendre au sein des deux autres villages. Significativement, des hommes viennent uriner à l'entrée du camp et « les tensions sexistes [...] culminent avec l'intervention violente d'un homme et d'une femme venus de nuit démonter plusieurs tentes du Point G. Une dispute s'ensuit, au cours de laquelle les deux individus frappent une militante féministe, imposant l'intervention du service d'ordre des trois villages⁶⁸ ».

68. Ariane Jossin et Lilian Mathieu, « Le Village intergalactique et le Point G », communication non publiée. Voir également Martinez [2006], et Mathieu [2008].

À ces agressions, les féministes répondront par l'intrusion dans un concert punk essentiellement masculin et la réalisation d'une pancarte posant la question : « Qui lave les chaussettes de José Bové ? » pour la manifestation du lendemain [Martinez, 2004 et Dupuis-Déri, 2003]. Dans un registre plus dramatique, Phil Brown et Faith Ferguson racontent comment l'acquisition d'une expertise en matière de déchets toxiques par les femmes des milieux populaires a été perçue par leurs conjoints comme une menace envers leur autorité. D'où selon les auteur(e)s l'augmentation importante du nombre de déclarations de maltraitance et de violence conjugales dans les communautés, où les femmes étaient mobilisées [Brown et Ferguson, 1995].

Quelques rares études cependant suggèrent une relative reconnaissance par les hommes des rapports de domination liés au genre et des efforts faits dans les mouvements pour s'en affranchir. On mentionnera principalement l'étude de Robert Connell sur le mouvement australien environnemental dans les années 1980 qui s'appuie sur des récits de vie recueillis auprès de six hommes et qui permettent à l'auteur de se pencher sur les expériences concrètes qui auraient pu les amener à réviser leur vision des rapports de genre. Il montre que pour ces hommes, le militantisme aura eu pour effet de produire un changement durable dans leur manière d'envisager les rapports de genre, tant dans leurs activités politiques que dans leur vie domestique [Connell, 1987]⁶⁹. Malheureusement de tels dispositifs d'enquête s'intéressant aussi bien aux hommes qu'aux femmes pour comprendre la transformation éventuelle de leurs rapports demeurent trop rares pour pouvoir en conclure grand-chose.

Au total, une perspective genrée du façonnage organisationnel permet de montrer l'intérêt de partir de l'hétérogénéité irréductible des groupes militants du point de vue de la position de chacun(e) dans les rapports sociaux de domination pour travailler sur les processus de sélection institutionnelle des personnes aussi bien que sur les effets biographiques de l'engagement. Ce faisant, l'exploration des effets biographiques attire l'attention sur l'irréalisme des analyses qui envisagent les phénomènes d'engagement de manière mécanique et synchronique comme simple rencontre entre dispositions déjà données et offre militante. Au cœur des analyses de carrière, les approches processuelles

69. Voir également Epstein [1991] ; Meyer et Whittier [1994], sur les mouvements antiguerre, antinucléaire et de la paix aux États-Unis, ainsi que la contribution de Geneviève Demerjian et Dominique Loiseau à ce volume.

envisagent l'engagement moins comme un moment que comme un attachement progressif (au sens très précisément de *commitment* chez Howard Becker [1960]). De ce point de vue, Francine Muel-Dreyfus a raison de souligner que l'apparente évidence de la rencontre entre institutions et individu(e)s qui les peuplent et donc le sentiment que tout dans les idiosyncrasies de tel(le) ou tel(le) devait conduire à l'endossement de ce rôle au sein de cette organisation masquent deux éléments importants [Muel-Dreyfus, 1983].

D'une part, les rôles endossés le sont au terme d'une lutte entre l'individu(e) et le rôle. Francine Muel-Dreyfus parle d'un « travail d'invention » pour désigner la manière dont dans le temps les positions assignées – qu'elles soient naissantes ou instituées – peuvent être occupées de façon nouvelle, et donc « redéfinies en tant que positions, à la fois parce qu'elles tiennent de leur histoire une relative malléabilité autorisant la redéfinition, et parce qu'elles attirent, à un moment donné, des individu(e)s qui y importent de nouveaux systèmes d'aspiration » [Muel-Dreyfus, 1983, p. 7]. C'est à ce prix que l'on peut envisager théoriquement la possibilité au sein des mouvements d'une rupture du cercle de l'évidence et la transformation des rapports de genre et que l'on peut expliquer empiriquement les déplacements sexués des attributions genrées de rôles, à la fois sous l'effet de transformations macrosociales⁷⁰ et de changements d'équilibre dans les groupements⁷¹.

D'autre part, si les individu(e)s élisent des postes et que les postes font d'eux des élu(e)s, cela n'apparaît bien souvent évident qu'après coup, une fois l'histoire faite, au terme d'une série de faits contingents que l'analyste doit tenter de reconstruire. De ce point de vue, si la sociologie s'est beaucoup intéressée à la manière dont les individu(e)s

70. Retenant en cela la leçon de Bourdieu quant à l'importance de l'état des champs dans la détermination des relations entre propriétés sociales et pratiques politiques : « la relation statistique entre la classe sociale d'origine et la carrière, le poste occupé ou la manière de l'occuper varie au cours de l'histoire, les mêmes dispositions pouvant conduire à des positions et à des prises de position différentes, voire opposées, dans des états du champ différents », dans Saint-Martin et Bourdieu [1982, p. 4]. Voir Lefebvre et Sawicki [2006] pour une mise en pratique remarquable de ces préceptes dans leur analyse des transformations du Parti socialiste français.

71. Il faut en effet inclure dans l'étude de la transformation des champs, « la manière selon laquelle se trouve réglé, en qualité et en quantité, le flux des nouveaux entrants », dans Saint-Martin et Bourdieu [1982], ce qu'autorisent les enquêtes prosopographiques et surtout les méthodes longitudinales permettant de travailler sur les flux de générations militantes [Fillieule, 2001 ; Fillieule et Blanchard, 2007].

se préparent à l'endossement de rôles, plus rares sont les travaux qui s'attachent à montrer la force socialisatrice des rôles. Pourtant, dans les travaux exposés supra, nous avons vu à quel point la politisation ne précédait pas l'engagement, mais en était bien souvent le produit⁷², et ce de manière d'autant plus systématique que les individu(e)s concerné(e)s occupent des positions dominées dans les rapports sociaux, qu'ils soient de genre, de classe, d'âge ou de race.

Tout ceci souligne *in fine* le potentiel libérateur de l'engagement dans des activités sociales d'autant plus émancipatrices pour les plus opprimé(e)s qu'elles leur offrent, par la relative malléabilité de leur contenu pratique, le moyen de briser le cercle de la domination.

72. À tel point d'ailleurs que l'on peut considérer la politisation comme une rétribution de l'engagement, rétribution ni attendue à l'avance, ni perçue comme telle, mais dont l'existence est au cœur des mécanismes de l'attachement. Dans le même sens, et à propos de la production par les activités militantes du « goût pour l'humanitaire », voir Siméant [2005].

I - DES TRAJECTOIRES MILITANTES SEXUÉES
